

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 2027 (2007 — 1676)

[2007/201569]

15 MARS 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon décidant la mise en révision des plans de secteur de Verviers-Eupen, Liège et Huy-Waremme et adoptant l'avant-projet de révision des plans de secteur de Verviers-Eupen, Liège et Huy-Waremme en vue de l'inscription d'une canalisation, d'un périmètre de réservation, d'un périmètre de protection, de deux zones de services publics et d'équipements communautaires et la désaffectation de zones d'habitat à caractère rural permettant la pose de nouvelles canalisations de gaz naturel liquide selon le tracé RTR Raeren (Eynatten) - Oupeye (Haccourt) - Opwijk - Zeebrugge sur le territoire des communes de Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Visé, Oupeye, Juprelle, Bassenge et Waremme (planches 34/5 S, 34/6 S, 34/7 S, 34/8 S, 41/3 N, 42/4 N, 43/1 N et 43/2 N). — Erratum

L'arrêté du Gouvernement wallon susmentionné, publié au *Moniteur belge* du 26 avril 2007, à la page 22200, doit être remplacé par le texte qui suit :

« MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

15 MARS 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon décidant la mise en révision des plans de secteur de Verviers-Eupen, Liège et Huy-Waremme et adoptant l'avant-projet de révision des plans de secteur de Verviers-Eupen, Liège et Huy-Waremme en vue de l'inscription d'un périmètre de réservation pour canalisations et d'un périmètre de protection en vue de la pose de nouvelles canalisations de gaz naturel liquide selon le tracé RTR Raeren (Eynatten) - Oupeye (Haccourt) - Opwijk - Zeebrugge sur le territoire des communes de Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Visé, Oupeye, Juprelle, Bassenge et Waremme (planches 34/5 S, 34/6 S, 34/7 S, 34/8 S, 41/3 N, 42/4 N, 43/1 N et 43/2 N)

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 22, 23, 40 et 41 à 46;

Vu les arrêtés royaux des 23 janvier 1979 et 20 novembre 1981 et l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 26 novembre 1987 établissant les plans de secteur de Verviers-Eupen, Huy-Waremme et Liège;

Considérant la demande introduite par FLUXYS en mars 2006 consistant à doubler la canalisation "Réseau de Transport - Renforcement" (RTR)-1 Raeren (Eynatten) - Oupeye (Haccourt) - Opwijk, en implantant une nouvelle conduite RTR-2 destinée au transport de gaz naturel liquide riche, de diamètre nominal 1 200 mm et d'une longueur de 41 kilomètres en Région wallonne;

Considérant l'importance des réserves de gaz naturel de la Fédération de Russie;

Considérant que la demande du Royaume-Uni en gaz russe va plus que vraisemblablement augmenter;

Considérant que le tracé est (Eynatten)-nord-ouest (Zeebrugge) constitue un axe contribuant à un tel transit;

Considérant le rôle de premier plan du Hub de Zeebrugge, en matière de marché international à court terme de gaz naturel;

Considérant que les deux points d'entrée à Eynatten, par le biais du raccordement aux canalisations TENP de Ruhrgas et WEDAL de Wingas, constituent des points de liaison stratégiques aux sources de gaz naturel russe;

Considérant que cet axe permet d'autres types de trafics de transit, en particulier grâce à l'interconnexion avec le réseau néerlandais de Gastransport Services via le point de liaison stratégique de Zelzate;

Considérant que le renforcement d'un tel axe d'approvisionnement en gaz naturel liquide contribue à conforter la position centrale de la Belgique en la matière;

Considérant que, d'après une modélisation de la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz, la demande belge de gaz naturel augmentera en moyenne de près de 3 % par an d'ici 2014;

Considérant que, selon ces prévisions, l'importance relative d'Eynatten pour l'approvisionnement du marché belge en gaz naturel liquide passerait de 7 à 17 % entre 2004 et 2014;

Considérant que la loi du 31 janvier 2003 sur la sortie progressive de l'énergie nucléaire à des fins de production industrielle d'électricité contribuera vraisemblablement à une augmentation de la demande intérieure en gaz naturel pour la production d'électricité;

Considérant que la demande intérieure en gaz naturel riche devrait également augmenter, compte tenu notamment de la volonté de faire progressivement passer les clients en gaz pauvre vers le gaz riche;

Considérant que les capacités du RTR-1 (8 à 10 milliards de m³ par an) ont été totalement souscrites par les shippers pour le transit à long terme et que les capacités du projet de RTR-2 ont déjà été partiellement souscrites pour le transit Eynatten-Zeebrugge à long terme;

Considérant qu'il est en outre nécessaire d'assurer une capacité de l'ordre de 3 à 4 milliards de m³ par an pour l'approvisionnement du marché belge à partir d'Eynatten;

Considérant que pour faire face aux capacités futures supplémentaires il sera nécessaire de prolonger la conduite à partir d'Opwijk en direction de Zeebrugge;

Considérant qu'avec la pose complète du projet de conduite RTR-2 jusqu'à Zeebrugge, la capacité d'entrée à Eynatten atteindra environ 18 milliards de m³/an, ce qui devrait couvrir les besoins au delà de l'année 2020;

Considérant que la capacité totale de transport de gaz naturel est-nord-ouest se verrait doublée;

Considérant que le doublement de la canalisation permettrait de garantir la sécurité de transit et d'approvisionnement, en offrant une solution à un arrêt momentané dû aux travaux d'entretien ou à un incident technique de la première canalisation RTR-1;

Considérant que le doublement de la canalisation permettra plus de souplesse au niveau du transport de gaz de différentes qualités;

Considérant que cet investissement permettra d'augmenter le stockage opérationnel, pour le marché intérieur;

Considérant que la canalisation RTR-1 contribue non seulement au transport international de gaz, mais également à renforcer la capacité d'approvisionnement du marché belge et wallon grâce aux prélèvements effectués à Berneau, Zomergem et Wachtebeke;

Considérant l'interconnexion existante entre le RTR-1 et le réseau de distribution publique de l'ALG, les canalisations vers Verviers, la province du Luxembourg et la dorsale SEGEO;

Considérant les interconnexions prévues entre le RTR-1 et le projet RTR-2;

Considérant que, grâce à la ramification importante de notre réseau de transport de gaz naturel, ce renforcement constitue un atout évident pour la garantie de sécurité d'approvisionnement;

Considérant que cette société a initié dès le mois de juin 2005 un "Information Memorandum" afin de mesurer l'intérêt du marché quant à la réservation de capacité de transit à long terme sur l'axe en question;

Considérant que les souscriptions fermes à ce jour sont suffisantes pour justifier l'investissement de pose d'une nouvelle canalisation;

Considérant les pourparlers entre Fluxys et les fournisseurs de gaz;

Considérant que le projet RTR-2 est repris dans la liste des projets "Trans-European Energy Networks" approuvée le 17 juillet 2006 par le Parlement européen;

Considérant l'importance pour l'Union européenne, la Belgique et la Région wallonne de diversifier leur portefeuille d'importation énergétique;

Considérant que la Commission de régulation de l'Electricité et du Gaz recommande de prendre des initiatives afin de laisser entrer une quantité plus importante de gaz naturel par l'est du pays;

Considérant qu'il s'indique, conformément aux recommandations de la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz, qu'une capacité disponible suffisante soit garantie tant pour le transit que pour le transport intérieur de gaz naturel;

Considérant que la capacité de transport disponible pour le marché belge équivaut à la capacité d'entrée utilisable, diminuée de la capacité de transport souscrite pour le transit;

Considérant qu'il s'indique en particulier de réserver une capacité de transport intérieur suffisante pour permettre aux fournisseurs en gaz naturel de faire face à la demande;

Considérant qu'il s'indique dès lors également de limiter la capacité souscrite pour le transit et que l'opérateur de transport Fluxys contracte des contrats d'assistance avec les affréteurs de transit;

Considérant que, par quantité de chaleur fournie, le gaz naturel est moins polluant (émissions de SO_x, NO_x, particules,...) et émet moins de dioxyde de carbone que toutes les autres énergies non renouvelables que ce soit le fuel ou le charbon;

Considérant l'existence de la canalisation est-nord-ouest de gaz naturel RTR-1 Eynatten-Zeebrugge, entrée en service en 1998;

Considérant que le tracé de cette canalisation a été retenu pour réduire au maximum les nuisances environnementales et les difficultés de pose et d'exploitation;

Considérant que le SDER, adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999 dispose que le placement de nouvelles conduites de gaz doit se faire au plus près des infrastructures existantes, et que ce regroupement doit se faire en conformité avec les normes légales et les normes de sécurité;

Considérant qu'une localisation d'une nouvelle canalisation le long d'un tracé existant est a priori la meilleure localisation du point de vue de l'aménagement du territoire pour réduire au maximum les contraintes sur la localisation des autres fonctions du territoire;

Considérant qu'une implantation parallèle à la première est également la solution la plus appropriée pour l'exploitant, notamment pour faciliter la surveillance;

Considérant que ce tracé doit respecter une distance suffisante entre les deux canalisations pour éviter tout problème de sécurité;

Considérant que, depuis l'accident de Ghislenghien, toutes les mesures sont prises pour renforcer la sécurité des riverains des conduites de gaz;

Considérant la politique de prévention des dommages causés lors de travaux d'excavation, et notamment le Point de Contact fédéral d'Informations Câbles et Conduites;

Considérant la notice d'évaluation préalable des incidences sur l'environnement du projet RTR-1 réalisée par Tractebel consulting en 1995;

Considérant que le tracé traverse des zones destinées à l'urbanisation, à savoir 700 mètres de zone d'habitat à caractère rural, 775 mètres de zone d'activité économique industrielle, 1 760 mètres de zone d'aménagement différé à caractère industriel et 500 mètres de zone d'extraction;

Considérant qu'environ 70 bâtiments sont implantés à moins de 50 mètres du tracé;

Considérant que le tracé actuel du projet de RTR-2 traverse les zones Natura 2000 "Vallée de la Gueule en aval de La Calamine", "Vallée de la Gueule en amont de La Calamine", "Basse vallée du Geer" et "Basse Meuse et Meuse moyenne" sur une longueur totale de 2 600 mètres;

Considérant l'avis du 22 août 2006 de la DGRNE demandant la réalisation d'un inventaire biologique précis, et indiquant qu'en fonction des résultats de cette étude, il y aura éventuellement lieu de prendre des mesures compensatoires et d'atténuation;

Considérant qu'un inventaire biologique précis des zones Natura 2000 traversées sera réalisé dans le cadre de l'étude d'incidences de plan;

Considérant que, comme la RTR-1, la canalisation RTR-2 devra passer par le point frontière, la station de comptage de Raeren (Eynatten), la station de Raeren (Hauset), la station de compression de Dalhem (Berneau) et le nœud de Oupeye (Haccourt);

Considérant que la station de comptage de Raeren (Eynatten) et la station de compression de Dalhem (Berneau), nécessaires à la réalisation du projet, devront faire l'objet d'une extension dans les prochaines années; que ces extensions sont subordonnées à l'obtention d'un permis d'urbanisme visé par l'article 127 du Code;

Considérant que la progression du marché du gaz n'exclut pas la nécessité à plus long terme (au-delà de 2020) de devoir implanter une troisième canalisation le long de la RTR-1 et du projet de RTR-2;

Considérant que, sur la majorité du tracé, la seconde canalisation devrait se situer à environ 8 mètres d'un côté de la RTR-1 et que l'éventuelle troisième canalisation devrait se situer soit de l'autre côté, à environ 8 mètres de la RTR-1, soit du même côté, à environ 17 mètres de la RTR-1;

Considérant qu'il est en outre nécessaire de prévoir une largeur d'au moins 5 mètres de part et d'autre des projets de tracés, pour permettre leur implantation;

Considérant dès lors que, pour permettre l'implantation de la canalisation RTR-2 et d'éventuelles autres canalisations, il s'indique d'inscrire un périmètre de réservation pour canalisations de 25 mètres de part et d'autre de l'axe de la canalisation RTR-1;

Considérant que l'étude d'incidences de plan aura notamment pour objet d'étudier le tracé précis de la RTR-2 et de l'éventuelle RTR-3, notamment sur base d'éléments techniques à fournir par Fluxys;

Considérant que le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine impose que le plan de secteur comporte des périmètres de protection des réseaux souterrains de transport de fluides et d'énergie où seuls peuvent être autorisés les actes et travaux d'utilité publique ou qui se rapportent à ces réseaux;

Considérant que ce périmètre de protection correspond à la notion de périmètre de réservation au sens de l'arrêté royal du 24 janvier 1991 modifiant l'arrêté royal du 11 mars 1966 déterminant les mesures de sécurité à prendre lors de l'établissement et dans l'exploitation des installations de transport de gaz par canalisations;

Considérant qu'il n'y a pas lieu de l'inscrire graphiquement au plan de secteur;

Considérant que la canalisation RTR-1 existante n'est pas inscrite au plan de secteur;

Vu l'article 42 du Code aux termes duquel le Gouvernement est tenu de faire réaliser une étude d'incidences dont il fixe l'ampleur et le degré de précision;

Considérant que le projet de contenu d'étude d'incidences annexé au présent arrêté constitue un document dont le degré de précision respecte les dispositions de l'article 42, alinéa 2 du Code;

Considérant, en ce qui concerne le degré de précision de l'étude d'incidences, que l'examen des caractéristiques humaines et environnementales est à apprécier à l'échelle du territoire d'étude des vulnérabilités et contraintes environnementales;

Considérant que ne seront retenus par les auteurs de projet de l'étude d'incidences que les seuls facteurs de modification du milieu et les éléments constitutifs de la situation de droit et de fait inventoriés dans le projet de contenu d'étude d'incidences, qui se révèlent pertinents à l'analyse;

Considérant, en ce qui concerne l'ampleur de l'étude d'incidences, qu'une attention toute particulière sera accordée au problème de la sécurité des personnes;

Considérant que, conformément aux dispositions de l'article 42 susvisé, le Gouvernement arrête le contenu de ladite étude sur avis de la Commission régionale de l'Aménagement du Territoire et du Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable;

Considérant, eu égard à la situation du projet de tracé, traversant les zones Natura 2000 "Vallée de la Gueule en aval de La Calamine", "Vallée de la Gueule en amont de La Calamine", "Basse vallée du Geer" et "Basse Meuse et Meuse mitoyenne", qu'il convient de solliciter l'avis de la Division Nature et Forêts de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement avant d'arrêter le contenu de l'étude d'incidences;

Sur proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement décide la mise en révision des plans de secteur de Verviers-Eupen, Liège et Huy-Waremme pour permettre le doublement de la canalisation de gaz naturel liquide selon le tracé RTR Raeren (Eynatten) - Oupeye (Haccourt) - Opwijk-Zeebrugge.

Art. 2. Il adopte l'avant-projet de révision des plans de secteur de Verviers-Eupen, Liège et Huy-Waremme (planches 34/5 S, 34/6 S, 34/7 S, 34/8 S, 41/3 N, 42/4 N, 43/1 N et 43/2 N) qui comprend, conformément à la carte ci-annexée, l'inscription d'un périmètre de réservation pour canalisations de 25 mètres de part et d'autre de la canalisation existante, sur le territoire des communes de Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Visé, Oupeye, Juprelle, Bassenge et Waremme.

Art. 3. Les canalisations de transport de gaz naturel dont le présent avant-projet prévoit l'implantation comportent un périmètre de protection au sens de l'article 23, alinéa 1^{er}, 3^o du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

Ce périmètre de protection correspond à la zone de réservation définie par l'arrêté royal du 24 janvier 1991 modifiant l'arrêté royal du 11 mars 1966 déterminant les mesures de sécurité à prendre lors de l'établissement et dans l'exploitation des installations de transport de gaz par canalisations.

Art. 4. Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial est chargé de soumettre le projet de contenu d'étude d'incidences ci-annexé, pour avis, à la Commission régionale de l'Aménagement du Territoire, au Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable et à la Division Nature et Forêts de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, puis de lui représenter pour adoption.

Namur, le 15 mars 2007.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Annexe 1^{re} au cahier des charges

Avant-projet de révision des plans de secteur de Verviers-Eupen, Liège et Huy-Waremme en vue de l'inscription d'un périmètre de réservation, d'un périmètre de protection pour canalisations en vue de la pose de nouvelles canalisations de gaz naturel liquide selon le tracé RTR Raeren (Eynatten) - Oupeye (Haccourt) - Opwijk - Zeebrugge sur le territoire des communes de Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Visé, Oupeye, Juprelle, Bassenge et Waremme (planches 34/5 S, 34/6 S, 34/7 S, 34/8 S, 41/3 N, 42/4 N, 43/1 N et 43/2 N)

CONTENU DE L'ETUDE D'INCIDENCES DE PLAN

1. L'avant-projet de révision des plans de secteur de Verviers-Eupen, Liège et Huy-Waremme (planches 34/5 S, 34/6 S, 34/7 S, 34/8 S, 41/3 N, 42/4 N, 43/1 N et 43/2 N) adopté par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mars 2007, comporte un périmètre de réservation sur le territoire des communes de Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Visé, Oupeye, Juprelle, Bassenge et Waremme.

Par ailleurs, les canalisations de transport de gaz naturel dont il prévoit l'implantation comportent un périmètre de protection au sens de l'article 23, alinéa 1^{er}, 3^o du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine.

Ce périmètre de protection correspond à la zone de réservation définie par l'arrêté royal du 24 janvier 1991 modifiant l'arrêté royal du 11 mars 1966 déterminant les mesures de sécurité à prendre lors de l'établissement et dans l'exploitation des installations de transport de gaz par canalisations.

2. Ampleur de l'étude d'incidences et degré de précision des informations (article 42, alinéa 2 du CWaTUP).

2.1. Ampleur.

L'évaluation environnementale portera sur l'implantation, le fonctionnement et la réhabilitation d'une deuxième et d'une éventuelle troisième canalisation selon le tracé RTR, sur le territoire des communes de Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Visé, Oupeye, Juprelle, Bassenge et Waremme.

Les stations de Raeren (Eynatten) et de Dalhem (Berneau) devraient faire l'objet d'une extension dans les prochaines années, notamment suite au projet de RTR-2. Ces extensions sont subordonnées à permis d'urbanisme visé par l'article 127 du Code, et ne nécessitent dès lors pas de faire l'objet de la révision de plan de secteur. Ces extensions constituant des installations connexes au doublement et à l'éventuel triplement de la canalisation RTR-1, elles feront également l'objet de l'étude d'incidences.

2.2. Degré de précision des informations.

Le cahier spécial des charges retenu ci-dessous constitue un document-type dont le degré de précision est considéré comme suffisant au regard de l'article 42 du Code.

L'examen des caractéristiques humaines, socio-économiques et environnementales se fait à l'échelle du contexte territorial général (point C.2.), et à l'échelle microgéographique du territoire d'étude des vulnérabilités et contraintes environnementales (point D).

Enfin, les facteurs de modification du milieu, et les éléments constitutifs de la situation de droit et de fait sont inventoriés en annexe, à charge pour les auteurs de l'étude d'incidences de ne retenir dans l'analyse que ceux qui se révèlent pertinents.

Une attention toute particulière sera accordée au problème de la sécurité des personnes.

PHASE I. — ANALYSE TERRITORIALE D'OPPORTUNITE ET DE LOCALISATION
DE L'AVANT-PROJET DE PLAN MODIFICATIF

A. Description et analyse de l'objet, des objectifs et motivations de l'avant-projet de plan modificatif.

A.1. Description.

Il s'agit ici uniquement de décrire et expliciter, sans analyse critique, l'objet, les objectifs et les motivations du Gouvernement wallon tels qu'ils apparaissent dans l'arrêté adoptant l'avant-projet de plan modificatif.

(Correspond au point 1^o partim de l'article 42, alinéa 2 du Code).

A.1.1. Objet de la révision.

Description de la modification apportée au plan de secteur (périmètres) et cartographie associée.

A.1.2. Identification et explicitation des objectifs de l'avant-projet.

Par objectifs de l'avant-projet, on entend les buts que poursuit le Gouvernement wallon en établissant l'avant-projet de plan de secteur modificatif.

A.1.3. Identification et explicitation des motivations de l'avant-projet.

Par motivations de l'avant-projet, on entend les raisons pour lesquelles l'établissement de l'avant-projet est (considéré par le Gouvernement wallon comme) indispensable à la réalisation des objectifs.

A.2. Analyse.

Il s'agit ici de procéder à une première analyse de la cohérence des objectifs de l'avant-projet de plan de secteur modificatif au regard des options régionales.

Il y a lieu de remarquer que l'analyse critique des motivations de l'avant-projet n'est pas possible à ce stade. Elle sera menée en conclusion générale (pt E) lorsque seront disponibles l'ensemble des éléments d'appréciation.

A.2.1. Examen de la compatibilité des objectifs de l'avant-projet au regard des options régionales.

Il convient de vérifier que les objectifs de l'avant-projet sont compatibles avec les options présentées dans les documents d'orientation régionaux :

- le SDER : projet de structure spatiale et principes d'aménagement;
- le PEDD;
- les Actions prioritaires pour l'Avenir wallon;
- la DPR,...

Ce point établit les liens entre l'avant-projet de plan et les autres plans et programmes pertinents (article 42, alinéa 2, 1^o partim du Code) et identifie les objectifs de la protection de l'environnement pertinents au regard de l'avant-projet (article 42, alinéa 2, 7^o partim du Code).

A.2.2. Validation du type de zonage/périmètre/infrastructure inscrit à l'avant-projet.

Il y a lieu de vérifier que le type de zone, de périmètre ou d'infrastructure inscrite à l'avant-projet est approprié aux objectifs visés par le Gouvernement wallon.

A.2.3. Examen de la conformité de l'avant-projet aux réglementations en vigueur.

Il convient de vérifier si l'avant-projet est conforme aux réglementations en vigueur, en particulier l'article 46 du CWaTUP.

A.2.4. Synthèse.

En particulier, mise en évidence des objectifs de l'avant-projet au regard de leur compatibilité avec les enjeux régionaux et conclusions sur le territoire de référence.

B. Justification de la nécessité de l'implantation d'une nouvelle canalisation de gaz naturel (et des installations connexes).

La méthode utilisée sera décrite chaque fois que nécessaire (*correspond au pt 12° de l'article 42, alinéa 2 du Code*).

B.1. Perspectives d'évolution de la demande de transport de gaz naturel (transit et demande intérieure, expansion de la demande d'énergie et modification des parts de marché, prise en compte des considérations environnementales,...).

B.2. Rôle de la nouvelle canalisation dans le réseau de transport aux différentes échelles pertinentes (européenne, fédérale, régionale, voire locale).

B.3. Démonstration de l'impossibilité (ou de la possibilité) de rencontrer les objectifs identifiés sous A.1.2. sans implantation d'une nouvelle canalisation de gaz naturel (option zéro).

C. Reflexion d'aménagement sur les alternatives potentielles de localisation (et de localisation des installations connexes).

(*Correspond partiellement au point 11° de l'article 42, alinéa 2 du Code - voir également points D et E*).

La méthode utilisée sera décrite chaque fois que nécessaire (*correspond au pt 12° de l'article 42, alinéa 2 du Code*).

C.1. Délimitation du contexte territorial pertinent pour la recherche d'alternatives potentielles de tracé (et de localisation des installations connexes) en fonction des objectifs identifiés sous A.1.2.

(*Point 5° de l'article 42, alinéa 2 du Code*) (*point 6° partim de l'article 42, alinéa 2 du Code*).

C.2. Analyse du contexte territorial défini sous C.1.

C'est la détermination au niveau "mésos" des caractéristiques humaines, socio-économiques et environnementales du territoire retenu sous C.1. Il s'agit de mettre en évidence ses potentialités (atouts et opportunités) et contraintes (faiblesses et menaces) pour l'inscription de la nouvelle canalisation de gaz.

(*Correspond au point 3° partim de l'article 42, alinéa 2 du Code*).

Une attention particulière sera portée aux zones revêtant une importance particulière pour l'environnement telles que celles désignées conformément aux Directives 79/409/C.E.E. et 92/43/C.E.E.

C.3. Identification des alternatives potentielles de tracé (et de localisation des installations connexes) en fonction de l'analyse menée en C.1. et dans le respect des objectifs identifiés sous A.1.2.

Au cas où le bureau d'études estime que la recherche de variantes de localisation ne se justifie pas, il doit motiver de manière sérieuse sa position.

C.4. Identification des alternatives de localisation des installations connexes en fonction de l'analyse menée en C.1. et dans le respect des objectifs identifiés sous A.1.2.

Au cas où le bureau d'études estime que la recherche de variantes de localisation ne se justifie pas, il doit motiver de manière sérieuse sa position.

Conclusions de la phase I :

Justification de l'avant-projet au regard de l'article 1^{er}, § 1^{er} du Code

L'objectif de cette conclusion est de poser une première conclusion critique sur l'avant-projet de plan au niveau de son opportunité et du tracé retenu.

L'avant-projet et les éventuels tracés alternatifs seront passés au crible de tous les critères d'analyse induits par l'article 1^{er}, § 1^{er}, soit :

- la réponse durable aux besoins socio-économiques;
- l'utilisation parcimonieuse du sol et de ses ressources;
- la gestion qualitative du cadre de vie;
- la conservation et le développement du patrimoine culturel, naturel et paysager.

PHASE II. — EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

D. Validation de la délimitation et de la mise en œuvre.

A l'échelle micro, il convient d'affiner le tracé ainsi que les conditions de mise en œuvre, tant de l'avant-projet que de chaque alternative potentielle de tracé, suite à l'analyse détaillée de son périmètre d'étude. Si plusieurs alternatives potentielles de tracé sont retenues à la fin du point C, le point D doit donc être reproduit pour chacune de ces alternatives. Le périmètre d'étude est la zone susceptible d'être touchée par l'avant-projet ou une alternative de tracé ou de présenter des contraintes à l'implantation projetée. Il peut donc varier en fonction de l'élément de situation existante envisagé puisqu'il dépend de la nature de l'élément du milieu considéré (plus ou moins sensible aux facteurs de modification du milieu inhérents au projet) ou de la contrainte considérée.

(*Correspond partiellement au point 11° de l'article 42, alinéa 2 du Code - voir également points C et E*).

D.0. Description de la méthode retenue (*correspond au point 12° de l'article 42, alinéa 2 du Code*).

D.1. Identification des facteurs de modification du milieu liés au projet

Il convient d'identifier les composantes du projet susceptibles de perturber le milieu et de les hiérarchiser (selon 3 degrés par exemple : perturbation forte, moyenne et faible) selon l'ampleur de ces perturbations à trois stades :

- la phase d'implantation de la canalisation et des installations connexes;

- la phase de fonctionnement;
- la phase plus lointaine de réhabilitation du site.

Les composantes perturbatrices du milieu à examiner sont listées à l'annexe D.1., sans prétention à l'exhaustivité. Une attention toute particulière sera accordée aux facteurs liés à la sécurité des personnes.

D.2. Description de la situation existante de droit.

Les éléments de la situation existante de droit à prendre en considération sont ceux qui (*point 4° de l'article 42, alinéa 2 du Code*) constituent des contraintes à l'implantation prévue.

Ils doivent faire l'objet d'une cartographie.

Une attention particulière sera portée aux zones revêtant une importance particulière pour l'environnement telles que celles désignées conformément aux Directives 79/40/CEE et 92/43/CEE (*point 5° de l'article 42, alinéa 2 du Code*).

L'annexe D.2. présente un contenu non exhaustif d'une situation existante de droit.

D.3. Description de la situation existante de fait.

Les éléments de la situation existante de fait à prendre en considération sont ceux qui risquent de subir les effets des facteurs de modification du milieu identifiés en D.1., que l'on qualifiera de "vulnérabilités du milieu", (*point 4° de l'article 42, alinéa 2 du Code*) ou qui constituent des contraintes à l'implantation prévue. Ils doivent faire l'objet d'une cartographie.

Une attention particulière sera portée aux zones revêtant une importance particulière pour l'environnement telles que celles désignées conformément aux Directives 79/409/CEE et 92/43/CEE (*point 5° de l'article 42, alinéa 2 du Code*).

L'annexe D.3. présente un contenu non exhaustif d'une situation existante de fait.

D.4. Présentation de variantes de délimitation et de mise en œuvre.

Il s'agit, à partir des vulnérabilités et contraintes dégagées en D.2. et D.3., de procéder à une première identification de variantes de délimitation ou de mise en œuvre de l'avant-projet et -s'il échet- des alternatives potentielles de tracé retenues à la fin du point C. Ces variantes visent notamment à réduire les incidences environnementales et à prendre en compte les contraintes d'implantation. Un exercice du même type sera mené au point D.6. après évaluation des effets sur l'environnement des variantes identifiées ici.

Les variantes de délimitation sont des variations légères du tracé.

Les variantes de mise en œuvre recouvrent les prescriptions supplémentaires ou autres mesures d'aménagement envisageables (voir annexe A).

D.5. Evaluation des effets non négligeables probables aux différentes étapes de réalisation des variantes de délimitation et de mise en œuvre.

(*Correspond aux points 8° et 9° de l'article 42, alinéa 2 du Code*).

Il s'agit dans cette partie de mettre en rapport les composantes perturbatrices des variantes dégagées au point D.4. avec les vulnérabilités du milieu issues des points D.2. et D.3., de façon à mettre en évidence les incidences non négligeables probables (effets secondaires cumulatifs, synergiques, à court, à moyen et à long termes, permanents et temporaires, tant positifs que négatifs) sur l'environnement, ainsi que sur l'activité agricole et forestière.

Cette analyse doit être menée à trois stades :

- la phase d'implantation de la canalisation et des installations connexes;
- la phase de fonctionnement;
- la phase plus lointaine de réhabilitation du site.

Elle devra permettre d'établir si l'aménagement proposé par l'avant-projet (ou l'alternative potentielle de tracé étudiée et ses variantes de délimitation ou de mise en œuvre) est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement des Régions voisines, en vue de l'application éventuelle des dispositions de l'article 43, § 2 du Code modifié par le décret du 3 février 2005.

D.5.1. Identification des principales incidences environnementales.

Les incidences environnementales à examiner sont listées à l'annexe D.5.

Il conviendra d'attacher une attention particulière à la sécurité des personnes.

D.5.2. Comparaison des variantes.

Réalisation d'un tableau synoptique de comparaison des différentes variantes de délimitation/mise en œuvre selon leurs effets sur le milieu.

D.6. Examen des mesures à prendre pour réduire les effets négatifs des variantes de délimitation et de mise en œuvre.

(*Correspond au point 10° de l'article 42, alinéa 2 du Code*).

D.6.1. Présentation des mesures à prendre.

Il s'agit d'identifier les mesures à prendre pour réduire les effets négatifs des différentes variantes de délimitation ou de mise en œuvre identifiées au point D.4.

Il peut s'agir :

- d'ajustement de zonages voisins;
- de prescriptions supplémentaires;
- d'autres mesures d'aménagement.

D.6.2. Efficacité des mesures et estimation des impacts résiduels (non réductibles) de chaque variante.

D.6.3. Comparaison des différentes variantes.

D.7. Evolution probable de la situation environnementale si le plan n'est pas mis en œuvre (option zéro).

E. Synthèse de l'évaluation.

(Correspond partiellement au point 11° de l'article 42, alinéa 2 du Code).

Etablissement d'un tableau comparatif des avantages et inconvénients de la situation sans mise en œuvre du plan et des différentes variantes de délimitation/mise en œuvre dégagées au point D pour l'avant-projet et les éventuelles alternatives potentielles de localisation retenues au point C.

Commentaires de ce tableau notamment au regard du respect de l'article 1^{er}, § 1^{er} du Code (point 2° de l'article 42, alinéa 2 du Code) et de la prise en compte des objectifs de la protection de l'environnement identifiés au point A.2.1. (point 7° partim de l'article 42, alinéa 2 du Code) en ce compris l'analyse critique des motivations de l'avant-projet.

Cette synthèse devra permettre de se prononcer sur l'opportunité de modifier le plan sur base d'une analyse scientifique plus complète que celle sur laquelle s'appuyait l'avant-projet de révision et, dans l'affirmative, d'opter pour un aménagement compatible avec l'article 1^{er}, § 1^{er} du Code. Elle permet une validation des motivations de l'avant-projet identifiées et explicitées au point A.1.3.

Cette synthèse devra également permettre d'établir si l'aménagement proposé par l'avant-projet de plan ou les éventuelles alternatives potentielles de localisation, en ce compris leurs variantes de délimitation et/ou de mise en œuvre, est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement des Régions voisines, en vue de l'application éventuelle des dispositions de l'article 43, § 2^{bis} du Code introduites par le décret du 3 février 2005.

F. Mesures envisagées pour assurer le suivi des incidences notables sur l'environnement de la mise en œuvre de l'avant-projet de plan de secteur modificatif.

(Point 13° de l'article 42, alinéa 2).

L'objectif est d'identifier, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus de manière à être en mesure d'engager les mesures correctrices appropriées.

Il s'agira de lister les impacts non négligeables, de proposer des indicateurs de suivi de ces impacts, leur mode de calcul, les données utilisées et leur source, ainsi que leurs valeurs-seuils.

G. Compléments.

G.1. Description des difficultés rencontrées.

(Point 12° de l'article 42, alinéa 2).

Il s'agit de préciser les difficultés rencontrées, notamment dans la collecte des informations et les méthodes d'estimation des besoins.

G.2. Limites de l'étude.

Ce sont les points de l'étude qui devraient être approfondis dans les études d'incidences sur l'environnement qui seront réalisées sur les projets concrets.

H. Résumé non technique (maximum 30 pages + illustrations).

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mars 2007 2006 décidant de faire réaliser une étude d'incidences sur l'avant-projet de révision des plans de secteur de Verviers-Eupen, Liège et Huy-Waremme en vue de l'inscription d'un périmètre de réservation pour canalisations et d'un périmètre de protection en vue de la pose de nouvelles canalisations de gaz naturel liquide selon le tracé RTR Raeren (Eynatten) - Oupeye (Haccourt) - Opwijk - Zeebrugge sur le territoire des communes de Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Visé, Oupeye, Juprelle, Bassenge et Waremme (planches 34/5 S, 34/6 S, 34/7 S, 34/8 S, 41/3 N, 42/4 N, 43/1 N et 43/2 N).

Namur, le 15 mars 2007.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Annexe A

Prescriptions supplémentaires et autres mesures d'aménagement.

Les prescriptions supplémentaires visées à l'article 23, alinéa 2, 2° du Code sont définies à l'article 41 et peuvent porter notamment sur :

- 1° la précision de l'affectation des zones;
- 2° le phasage de leur occupation;
- 3° la réversibilité des affectations;
- 4° la densité des constructions ou des logements;
- 5° l'obligation d'élaborer un plan communal d'aménagement préalable à leur mise en œuvre;
- 6° l'obligation d'élaborer un règlement communal d'urbanisme préalable ou encore sur tout autre type de prescription d'ordre urbanistique ou planologique.

Les autres mesures d'aménagement visées à l'article 23, alinéa 2, 3° du Code recouvrent notamment :

- les équipements projetés sur le site et en dehors (infrastructures de transport, d'adduction d'eau, de gaz, d'électricité, d'égouttage/épuration);
- les dispositifs de gestion de l'environnement et d'atténuation des incidences (station d'épuration, bassin d'orage...);
- les mesures d'intégration paysagère.

Annexe D.1.

Composantes perturbatrices du milieu.

Composantes perturbatrices liées à la mobilisation ou la consommation des ressources naturelles :

- Immobilisation de sol et sous-sol (retrait du sol et du sous-sol par rapport à d'autres activités humaines existantes et potentielles);
- Consommation d'eau.

Composantes perturbatrices liées aux rejets et émissions des activités :

- Bruit.
- Rejets solides, liquides et gazeux, déchets.

Composantes perturbatrices ou risques liés au stockage de produits :

- Matières premières, matières de process, produits, sous-produits et déchets...

Composantes perturbatrices liées à la mobilisation des infrastructures et équipements publics dans et hors du site :

- Mobilisation des voiries-circulation;
- Mobilisation des parkings;
- Mobilisation des équipements d'adduction (impétrants : eau, électricité, pipe-lines,...);
- Mobilisation des infrastructures de collecte et d'épuration des eaux usées.

Annexe D.2.

Situation existante de droit.

Il convient notamment de relever les éléments suivants.

- Les périmètres et les zones d'aménagement réglementaires : communes en décentralisation et/ou ayant adopté un RCU, périmètres de PCA, plan communal d'égouttage, périmètres d'application du règlement général sur les bâtisses en site rural,...
- Les objets territoriaux soumis à réglementation particulière : statut juridique des voiries et voies de communication, statut juridique des bois et forêts, réseau RAVeL,...
- Les périmètres d'autorisation à restriction du droit civil : périmètres des lotissements existants, périmètres ayant fait l'objet d'une intervention du fond des calamités, biens immobiliers soumis au droit de préemption, biens immobiliers soumis à l'expropriation pour cause d'utilité publique,...
- Les périmètres inhérents aux politiques d'aménagement opérationnel : périmètres de remembrement, périmètres de revitalisation urbaine, périmètres de rénovation urbaine, zones d'initiatives privilégiées,...
- Les périmètres et sites patrimoniaux : monuments et sites classés y compris les fouilles archéologiques, patrimoine monumental de la Belgique, liste des arbres et haies remarquables,...
- Les périmètres de contraintes environnementales.
- Les périmètres d'intérêt paysager : délimitation des périmètres d'intérêt paysager tels qu'inscrits au plan de secteur.

Annexe D.3.

Situation existante de fait.

Le milieu biophysique :

- Air et climat (dont la direction du vent).
- Eaux de surface et souterraines.
- Sol et sous-sol (dont le relief et l'identification des gisements de grande valeur économique ou patrimoniale à protéger).
- Biotopes.
- Risques naturels et des contraintes géotechniques auxquels est soumis le périmètre d'étude :
 - inondations;
 - phénomènes karstiques;
 - risque minier;
 - éboulement;
 - glissement de terrain;
 - risque sismique.
- Périmètres d'intérêt paysager (en fonction des lignes de force du paysage et de la présence de points de vue remarquables).

Le milieu humain :

- Ambiance sonore et olfactive.
- Localisation de l'habitat, structure urbanistique et morphologie architecturale du bâti et des espaces publics.
- Patrimoines culturel et naturel.

- Paysage et ambiance visuelle.
- Infrastructure et équipements.
- Le cheminement des modes lents.
- Présence de biens immobiliers ou d'un site classé.
- Réseau de transports en commun et fréquences - cartes d'accessibilité.

Les activités humaines :

- Nature et caractéristiques des activités actuelles et potentielles (dans le cadre du plan de secteur actuel).
- Equipements socio-culturels sensibles.
- Autres occupations humaines sensibles aux activités dérangeantes.
- Activités agricoles.
- Autres activités économiques.

Annexe D.5.

Incidences environnementales.

Effets sur l'air et le climat :

- Eventuelle perturbation du microclimat par des bâtiments de grande hauteur (ombre portée, effets de turbulence aux pieds des bâtiments de grande hauteur...).
- Eventuelle participation à la formation de brouillards par le rejet de poussières dans l'atmosphère dans des conditions de diffusion favorables.

Effets sur les eaux superficielles et souterraines :

- Modification du régime hydrogéologique des nappes aquifères et hydrologique des cours d'eau liée à l'imperméabilisation des sols par les bâtiments et aménagements au sol (voiries et parkings).
- Modification de la qualité chimique, microbiologique et de la turbidité des cours d'eau liée aux rejets des eaux pluviales et épurées.
- Modification du régime des cours d'eau liée au rejet des eaux pluviales et épurées.
- Risque de pollution accidentelle notamment liée au stockage de produits ou de déchets.
- Possible mobilisation de ressources en eau de proximité par puisage.
- Régime karstique et effondrements par le rabattement des nappes.

Effets sur le sol et le sous-sol :

- Immobilisation non réversible du sol et du sous-sol liée à l'implantation des bâtiments et aux aménagements du sol par les voiries et parkings.
- Risque de pollution accidentelle des sols notamment liée au stockage de produits ou de déchets.
- Effondrements karstiques et/ou miniers avec risques majeurs.

Effets sur la faune et la flore :

- Destruction et/ou fragmentation des biotopes liée à l'implantation des bâtiments, aux aménagements au sol et à la modification du relief du sol.
- Altération des écotopes par des polluants gazeux, liquides ou solides.
- Perturbation de la faune liée aux activités (bruits, mouvements...).
- Impact sur les zones revêtant une importance particulière pour l'environnement telles que celles désignées conformément aux Directives 79/409/CEE (conservation des oiseaux sauvages) et 92/43/CEE (conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages = réseau Natura 2000).

Effets sur la santé et la sécurité de l'homme :

- Altération de la santé liée au bruit généré par l'accroissement du trafic.
- Altération de la santé liée au rejet de polluants atmosphériques.
- Atteinte à la sécurité liée à l'accroissement de la circulation de voitures et camions sur le réseau de voiries.
- Vibrations dues aux process des entreprises (cribles, concasseurs, broyeurs...).

Effets sur l'agrément des conditions de vie :

- Altération de l'ambiance olfactive par le rejet de polluants gazeux voire de déchets.
- Altération de l'ambiance sonore par des activités bruyantes et l'accroissement du trafic.
- Altération de la qualité visuelle liée à la volumétrie ou à la composition architecturale et urbanistique des futurs bâtiments ainsi qu'aux modifications probables de relief du sol pour les implanter.

Effets sur les biens matériels et patrimoniaux :

- Dégradation des biens immobiliers patrimoniaux par les rejets atmosphériques de certaines industries polluantes.
- Atteinte à d'éventuels sites archéologiques.

Effets sur la mobilité, les réseaux et infrastructures :

- Partage modal du trafic.
- Mobilisation inadéquate des infrastructures routières à l'origine d'incidences sur la fluidité du trafic.
- Perturbation par un apport de charge inadéquate sur le réseau de viabilité et d'épuration des eaux.
- Surcharge des réseaux électriques, de gaz et de communication.

Effets sur les activités :

- Impact sur les activités primaires (agriculture, sylviculture) présentes sur le site de l'avant-projet lié à la mobilisation de la ressource sol et sous-sol.
- Impact sur certains usages du sol et activités permanentes ou occasionnelles sensibles (résidences, tourisme...) lié aux éventuelles nuisances sonores et olfactives. »

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 2027 (2007 — 1676)

[2007/201569]

15. MÄRZ 2007 — Erlass der Wallonischen Regierung, durch den beschlossen wird, dass der Sektorenplan Verviers-Eupen, Lüttich und Huy-Waremme einer Revision zu unterziehen ist, und durch den der Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans Verviers-Eupen, Lüttich und Huy-Waremme zwecks der Eintragung einer Leitung, eines Reserveumkreises, eines Schutzzumkreises, zweier Gebiete für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen und der Zweckentfremdung von Wohngebieten mit ländlichem Charakter, durch die neue Flüssigerdgasleitungen nach der RTR-Trasse Raeren (Eynatten) - Oupeye (Haccourt) - Opwijk - Zeebrugge auf dem Gebiet der Gemeinden Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Visé, Oupeye, Juprelle, Bassenge und Waremme verlegt werden können, angenommen wird (Karten 34/5 S, 34/6 S, 34/7 S, 34/8 S, 41/3 N, 42/4 N, 43/1 N und 43/2 N). — Erratum

Der oben erwähnte, im *Belgischen Staatsblatt* vom 26. April 2007 auf Seite 22200 veröffentlichte Erlass der Wallonischen Regierung muss durch folgenden Text ersetzt werden:

«MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

15. MÄRZ 2007 — Erlass der Wallonischen Regierung, durch den beschlossen wird, dass der Sektorenplan Verviers-Eupen, Lüttich und Huy-Waremme einer Revision zu unterziehen ist, und durch den der Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans Verviers-Eupen, Lüttich und Huy-Waremme zwecks der Eintragung eines Reserveumkreises für Leitungen und eines Schutzzumkreises zwecks der Verlegung neuer Flüssigerdgasleitungen nach der RTR-Trasse Raeren (Eynatten) - Oupeye (Haccourt) - Opwijk - Zeebrugge auf dem Gebiet der Gemeinden Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Visé, Oupeye, Juprelle, Bassenge und Waremme angenommen wird (Karten 34/5 S, 34/6 S, 34/7 S, 34/8 S, 41/3 N, 42/4 N, 43/1 N und 43/2 N)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere der Artikel 22, 23, 40 und 41 bis 46;

Aufgrund der Königlichen Erlasse vom 23. Januar 1979 und vom 20. November 1981 und des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 26. November 1987 zur Erstellung der Sektorenpläne Verviers-Eupen, Huy-Waremme und Lüttich;

In Erwägung des von FLUXYS im März 2006 eingereichten Antrags, der darin besteht, die Leitung "Réseau de Transport - Renforcement" (RTR) - 1 Raeren (Eynatten) - Oupeye (Haccourt) - Opwijk zu verdoppeln, indem eine neue, für den Transport von Flüssig-Starkerdgas bestimmte Leitung RTR-2 von einem Nenndurchmesser von 1 200 mm und einer Länge von 41 Kilometern in der Wallonischen Region installiert wird;

In Erwägung des Umfangs der Erdgasreserven der Russischen Föderation;

In der Erwägung, dass es mehr als wahrscheinlich ist, dass der Bedarf des Vereinigten Königreichs an russischem Gas steigen wird;

In der Erwägung, dass die Osttrasse (Eynatten)-Nord-West (Zeebrugge) eine Achse bildet, die zu einem derartigen Transit beiträgt;

In Erwägung der erstrangigen Rolle von Hub Zeebrugge in Sachen kurzfristige internationale Erdgasmärkte;

In der Erwägung, dass die beiden Eintrittsstellen in Eynatten über den Anschluss an die Leitungen TENP von Ruhrgas und WEDAL von Wingas strategische Verknüpfungsstellen an die russischen Erdgasquellen darstellen;

In der Erwägung, dass diese Achse andere Arten von Transitverkehr ermöglicht, insbesondere durch die Verbindungsleitungen an das niederländische Netz von Gastransport Services via die strategische Verknüpfung von Zelzate;

In der Erwägung, dass die Verstärkung einer derartigen Achse zur Flüssig-Erdgasversorgung dazu beiträgt, die Mittelstellung Belgiens in diesem Bereich zu stärken;

In der Erwägung, dass laut einer Modellbildung der Elektrizitäts- und Gasregulierungskommission der belgische Bedarf an Erdgas bis zum Jahr 2014 durchschnittlich bis zu 3% pro Jahr steigen wird;

In der Erwägung, dass laut dieser Voraussagen die verhältnismäßige Bedeutung von Eynatten für die Versorgung des belgischen Markts an Flüssig-Erdgas zwischen 2004 und 2014 von 7 auf 17% steigen wird;

In der Erwägung, dass das Gesetz vom 31. Januar 2003 über den progressiven Ausstieg der Kernenergie zwecks industrieller Stromerzeugung wahrscheinlich zu einer Erhöhung des internen Bedarfs an Erdgas zur Stromerzeugung beitragen wird;

In der Erwägung, dass der interne Bedarf an Starkerdgas ebenfalls steigen müsste, insbesondere in Anbetracht des Bestrebens, die Kunden schrittweise von Schwachgas auf Starkgas überwechseln zu lassen;

In der Erwägung, dass die Kapazitäten der RTR-1 (8 bis 10 Milliarden m³ pro Jahr) vollständig von den Transitoren für den langfristigen Transit gezeichnet wurden und dass die Kapazitäten des RTR-2-Projekts bereits teilweise für den langfristigen Transit Eynatten - Zeebrugge gezeichnet wurden;

In der Erwägung, dass es außerdem notwendig ist, eine Kapazität in der Größenordnung von 3 bis 4 Milliarden m³ pro Jahr für die Versorgung des belgischen Markts ab Eynatten zu gewährleisten;

In der Erwägung, dass es notwendig ist, die Leitung ab Opwijk in Richtung Zeebrugge zu verlängern, um den zusätzlichen zukünftigen Kapazitäten nachzukommen;

In der Erwägung, dass mit der vollständigen Verlegung des RTR-2-Leitungsprojekts bis Zeebrugge, die Eingangskapazität in Eynatten etwa 18 Milliarden m³/Jahr erreichen wird, wodurch der Bedarf über das Jahr 2020 hinaus gedeckt sein müsste;

In der Erwägung, dass die vollständige Kapazität des Erdgastransports Ost-Nord-West dadurch verdoppelt würde;

In der Erwägung, dass durch die Verdoppelung der Leitung ermöglicht würde, die Transit- und Versorgungssicherheit zu gewährleisten, indem eine Lösung zu einem vorübergehenden Stillstand wegen Instandhaltungsarbeiten oder wegen einer Betriebsstörung der ersten RTR-1-Leitung geboten wird;

In der Erwägung, dass durch die Verdoppelung der Leitung mehr Flexibilität im Bereich des Transports von Gas verschiedener Beschaffenheit geboten werden kann;

In der Erwägung, dass durch diese Investition die Zunahme der nutzbaren Lagerung für den Binnenmarkt ermöglicht wird;

In der Erwägung, dass die RTR-1-Leitung nicht nur zum internationalen Gastransport, sondern ebenfalls dazu beiträgt, die Versorgungskapazität des belgischen und wallonischen Markts dank der in Berneau, Zomergem und Wachetebeke durchgeführten Entnahmen zu verstärken;

In Erwägung der zwischen der RTR-1 und dem öffentlichen Versorgungsnetz der ALG, den Leitungen in Richtung Verviers, der Provinz Luxemburg und der Stammleitung SEGEO bestehenden Verbindungsleitungen;

In Erwägung der zwischen der RTR-1 und dem RTR-2-Projekt vorgesehenen Verbindungsleitungen;

In der Erwägung, dass diese Verstärkung dank der breiten Verzweigung unseres Erdgastransportnetzes einen offensichtlichen Vorteil für die Gewährleistung der Versorgungssicherheit darstellt;

In der Erwägung, dass diese Gesellschaft schon seit dem Monat Juni 2005 ein "Information Memorandum" eingeleitet hat, um das Marktinteresse hinsichtlich der langfristigen Transitzapazitätsreservierung auf der betreffenden Achse zu ermitteln;

In der Erwägung, dass die bis heute verbindlichen Zeichnungen ausreichen, um die Investition für die Verlegung einer neuen Leitung zu rechtfertigen;

In Erwägung der Verhandlungen zwischen Fluxys und den Gaslieferanten;

In der Erwägung, dass das RTR-2-Projekt in die am 17. Juli 2006 vom Europäischen Parlament genehmigte Liste der "Trans-European Energy Networks"-Projekte aufgenommen wurde;

In der Erwägung, dass es für die Europäische Union, Belgien und die Wallonische Region von großer Bedeutung ist, ihr Energieimport-Portfolio zu diversifizieren;

In der Erwägung, dass die Elektrizitäts- und Gasregulierungskommission empfiehlt, Initiativen zu ergreifen, um eine größere Menge Erdgas über den Osten des Landes hereinzulassen;

In der Erwägung, dass es aufgrund der Empfehlungen der Elektrizitäts- und Gasregulierungskommission angebracht ist, dass eine ausreichende verfügbare Kapazität sowohl für den Transit als auch für den internen Erdgastransport gewährleistet wird;

In der Erwägung, dass die für den belgischen Markt verfügbare Transportkapazität der benutzbaren Eingangskapazität unter Abzug der für den Transit gezeichneten Transportkapazität entspricht;

In der Erwägung, dass es insbesondere angebracht ist, eine ausreichende interne Transportkapazität zurückzubehalten, um den Erdgaslieferanten zu ermöglichen, der Nachfrage nachzukommen;

In der Erwägung, dass es demnach ebenfalls angebracht ist, die gezeichnete Kapazität für den Transit einzuschränken und dass der Transportbetreiber Fluxys mit den Transitcharterern Hilfeleistungsverträge abschließt;

In der Erwägung, dass Erdgas für jede gelieferte Wärmemenge weniger umweltschädlich ist (SO_x-, NO_x-Emissionen, Staub,...) und weniger Kohlendioxid freigibt als alle anderen nicht erneuerbaren Energien, ob Heizöl oder Kohle;

In Erwägung des Vorhandenseins der im Jahre 1998 in Betrieb genommenen Ost-Nord-West-Erdgasleitung RTR-1 Eynatten - Zeebrugge;

In der Erwägung, dass die Trasse dieser Leitung in Betracht gezogen wurde, um die Umweltbelästigungen und Verlege- und Betriebsschwierigkeiten höchstmöglich zu reduzieren;

In der Erwägung, dass in dem von der Wallonischen Regierung am 27. Mai 1999 verabschiedeten Entwicklungsplan des regionalen Raums bestimmt wurde, dass neue Gasleitungen so nahe wie möglich an vorhandenen Infrastrukturen anzulegen sind und dass diese Gruppierung in Übereinstimmung mit den gesetzlichen und Sicherheitsnormen zu erfolgen hat;

In der Erwägung, dass der Standort einer neuen Leitung entlang einer bestehenden Trasse grundsätzlich den besten Standort vom raumordnerischen Standpunkt aus darstellt, um die Belastungen auf den Standort der anderen Funktionen des Gebiets höchstmöglich zu reduzieren;

In der Erwägung, dass ein Standort, der parallel zu dem ersten läuft, ebenfalls die geeignetste Lösung für den Betreiber ist, insbesondere um die Überwachung zu erleichtern;

In der Erwägung, dass diese Trasse eine ausreichende Entfernung zwischen den beiden Leitungen einhalten muss, um jegliches Sicherheitsproblem zu vermeiden;

In der Erwägung, dass seit dem Unfall von Ghislenghien alle Maßnahmen getroffen werden, um die Sicherheit der Anwohner der Gasleitungen zu verstärken;

In Erwägung der Politik zur Verhütung der im Laufe von Aushubarbeiten verursachten Schäden, insbesondere der föderalen Informationskontaktstelle und Leitungen;

In Erwägung der von Tractebel consulting im Jahre 1995 gefertigten Notiz über die vorherige Bewertung der Auswirkungen des RTR-1-Projekts auf die Umwelt;

In der Erwägung, dass die Trasse durch Gebiete führt, die zur städtebaulichen Entwicklung bestimmt sind, das heißt 700 Meter Wohngebiet mit ländlichem Charakter, 775 Meter industrielles Gewerbegebiet, 1760 Meter Bauerwartungsgebiet mit industriellem Charakter und 500 Meter Abbaugelände;

In der Erwägung, dass etwa 70 Gebäude weniger als 50 Meter von der Trasse entfernt angesiedelt sind;

In der Erwägung, dass die gegenwärtige Trasse des RTR-2-Projekts durch die Natura 2000-Gebiete "Göhlthal stromabwärts von Kelmis", "Göhlthal stromaufwärts von Kelmis", "Niederer Geertal" und "Niedere Maas und Mittlere Maas" auf eine Gesamtlänge von 2 600 Metern führt;

In Erwägung des Gutachtens der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt vom 22. August 2006, in dem die Aufstellung eines ausführlichen biologischen Bestandsverzeichnisses beantragt und angegeben wird, dass es je nach den Ergebnissen dieser Studie unter Umständen angebracht ist, Ausgleichs- und Milderungsmaßnahmen zu treffen;

In der Erwägung, dass eine ausführliche biologische Bestandsaufnahme der durchquerten Natura 2000-Gebiete im Rahmen der Plan-Umweltverträglichkeitsprüfung durchgeführt wird;

In der Erwägung, dass die RTR-2-Leitung wie die RTR-1-Leitung durch den Grenzpunkt, die Zählstation von Raeren (Eynatten), die Station von Raeren (Hauset), die Kompressorstation von Dalhem (Berneau) und den Knotenpunkt von Oupeye (Haccourt) führen muss;

In der Erwägung, dass die Zählstation von Raeren (Eynatten) und die Kompressorstation von Dalhem (Berneau), die für die Durchführung des Projekts erforderlich sind, in den kommenden Jahren erweitert werden müssen; dass diese Erweiterungen von dem Erhalt einer in Artikel 127 des Gesetzbuches vorgesehenen Städtebaugenehmigung abhängen;

In der Erwägung, dass aufgrund der Weiterentwicklung des Gasmarkts die Notwendigkeit auf längere Frist (über 2020 hinaus) nicht auszuschließen ist, eine dritte Leitung entlang der RTR-1 und des RTR-2-Projekts installieren zu müssen;

In der Erwägung, dass sich auf dem größten Teil der Trasse die zweite Leitung in etwa 8 Meter Entfernung von einer Seite der RTR-1 befinden sollte, und dass sich die eventuelle dritte Leitung entweder auf der anderen Seite in etwa 8 Meter Entfernung von der RTR-1 oder auf derselben Seite in etwa 17 Meter Entfernung von der RTR-1 befinden sollte;

In der Erwägung, dass es außerdem notwendig ist, eine Breite von mindestens 5 Metern beidseitig der Projekte für die Trasse vorzusehen, um deren Installation zu ermöglichen;

In der Erwägung, dass es demnach angebracht ist, einen Reserveumkreis von 25 Metern beidseitig der RTR-1-Leitungsachse einzutragen, um die RTR-2-Leitung und eventuelle andere Leitungen installieren zu können;

In der Erwägung, dass die Plan-Umweltverträglichkeitsprüfung insbesondere zum Gegenstand hat, die genaue Trasse der RTR-2 und der eventuellen RTR-3 zu studieren, insbesondere auf der Grundlage technischer Elemente, die Fluxys zu übermitteln hat;

In der Erwägung, dass im Wallonischen Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe auferlegt wird, dass der Sektorenplan Umkreise zum Schutz der unterirdischen Flüssigkeits- und Energietransportnetze enthält, in denen allein Handlungen und Arbeiten zum Nutzen der Allgemeinheit zugelassen sind oder die diese Netze betreffen;

In der Erwägung, dass dieser Schutzzumkreis mit dem Konzept des Reserveumkreises im Sinne des Königlichen Erlasses vom 24. Januar 1991 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 11. März 1966 zur Bestimmung der bei der Einrichtung und der Betreibung der Gasversorgungsanlagen durch Rohrleitungen zu ergreifenden Sicherheitsmaßnahmen übereinstimmt;

In der Erwägung, dass es keinen Anlass gibt, ihn graphisch in den Sektorenplan einzutragen;

In der Erwägung, dass die bestehende RTR-1-Leitung nicht im Sektorenplan eingetragen ist;

Aufgrund des Artikels 42 des Gesetzbuches, laut dessen die Regierung verpflichtet ist, eine Umweltverträglichkeitsprüfung ausführen zu lassen, deren Umfang und Genauigkeit sie festlegt;

In der Erwägung, dass der dem beiliegenden Erlass beigefügte Inhaltsentwurf der Umweltverträglichkeitsprüfung ein Dokument bildet, deren Genauigkeit die Bestimmungen von Artikel 42, Abs. 2 des Gesetzbuches einhält;

In der Erwägung, dass hinsichtlich der Genauigkeit der Umweltverträglichkeitsprüfung die Prüfung menschlichen und umweltbezogenen Eigenschaften im Maßstab des Gebiets für die Untersuchung der Empfindlichkeiten und Belastungen der Umwelt zu beurteilen ist;

In der Erwägung, dass lediglich die Faktoren der Abänderung des Umfelds und die Komponenten der Sach- und Rechtslage, die im Inhaltsentwurf der Umweltverträglichkeitsprüfung aufgeführt werden und die sich in der Analyse als relevant erweisen, von den Umweltverträglichkeitsprüfern in Betracht gezogen werden;

In der Erwägung, dass hinsichtlich des Umfangs der Umweltverträglichkeitsprüfung dem Problem der Sicherheit der Personen eine besondere Aufmerksamkeit geschenkt wird;

In der Erwägung, dass gemäß den Bestimmungen des vorerwähnten Artikels 42 die Regierung den Inhalt der besagten Umweltverträglichkeitsprüfung auf Gutachten des Regionalausschusses für Raumordnung und des Wallonischen Rates für Umwelt und nachhaltige Entwicklung verabschiedet;

In der Erwägung, dass es angesichts der Lage des Trasseprojekts, das durch die Natura 2000-Gebiete "Göhlthal stromabwärts von Kelmis", "Göhlthal stromaufwärts von Kelmis", "Niederer Geertal" und "Niedere Maas und Mittlere Maas" führt, angebracht ist, die Stellungnahme der Abteilung Natur und Forstwesen der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt vor der Verabschiedung des Inhalts der Umweltverträglichkeitsprüfung einzuholen;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Regierung beschließt, die Sektorenpläne Verviers-Eupen, Lüttich und Huy-Waremme einer Revision zu unterziehen, um die Verdoppelung der Flüssigerdgasleitung gemäß der RTR-Trasse Raeren (Eynatten) - Oupeye (Haccourt) - Opwijk - Zeebrugge zu ermöglichen.

Art. 2 - Sie verabschiedet den Vorentwurf der Revision der Sektorenpläne Verviers-Eupen, Lüttich und Huy-Waremme (Karten 34/5 S, 34/6 S, 34/7 S, 34/8 S, 41/3 N, 42/4 N, 43/1 N und 43/2 N), der gemäß der hier beigefügten Karte die Eintragung eines Reserveumkreises für Leitungen von 25 Metern beidseitig der bestehenden Leitung auf dem Gebiet der Gemeinden Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Visé, Oupeye, Juprelle, Bassenge und Waremme enthält.

Art. 3 - Die Erdgastransportleitungen, deren Installation im vorliegenden Vorentwurf vorgesehen ist, umfassen einen Schutzzumkreis im Sinne des Artikels 23 Absatz 1 3° des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe.

Dieser Schutzzumkreis stimmt dem im Königlichen Erlass vom 24. Januar 1991 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 11. März 1966 zur Bestimmung der bei der Einrichtung und der Betreibung der Gasversorgungsanlagen durch Rohrleitungen zu ergreifenden Sicherheitsmaßnahmen festgelegten Reservegebiet überein.

Art. 4 - Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung wird damit beauftragt, den hier beigefügten Inhaltsentwurf der Umweltverträglichkeitsprüfung dem Regionalausschuss für Raumordnung, dem Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung und der Abteilung Natur und Forstwesen der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt zwecks Begutachtung zu unterbreiten und ihn danach im Hinblick auf dessen Verabschiedung erneut vorzulegen.

Namur, den 15. März 2007

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

Anlage I zum Lastenheft

Vorentwurf der Revision der Sektorenpläne Verviers-Eupen, Lüttich und Huy-Waremme zwecks der Eintragung eines Reserveumkreises, eines Schutzzumkreises für Leitungen zwecks der Eintragung der Verlegung neuer Flüssigerdgasleitungen nach der RTR-Trasse Raeren (Eynatten) - Oupeye (Haccourt) - Opwijk - Zeebrugge auf dem Gebiet der Gemeinden Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Visé, Oupeye, Juprelle, Bassenge und Waremme (Karten 34/5 S, 34/6 S, 34/7 S, 34/8 S, 41/3 N, 42/4 N, 43/1 N und 43/2 N)

INHALT DER PLAN-UMWELTVERTRÄGLICHKEITSPRÜFUNG

1. Der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. März 2007 verabschiedete Vorentwurf der Revision der Sektorenpläne Verviers-Eupen, Lüttich und Huy-Watemme (Karten 34/5 S, 34/6 S, 34/7 S, 34/8 S, 41/3 N, 42/4 N, 43/1 N und 43/2 N) enthält einen Reserveumkreis auf dem Gebiet der Gemeinden Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Visé, Oupeye, Juprelle, Bassenge und Waremme.

Außerdem umfassen die Erdgastransportleitungen, deren Installierung in dem Vorentwurf vorgesehen ist, einen Schutzzumkreis im Sinne des Artikels 23 Absatz 1 3^o des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung.

Dieser Schutzzumkreis stimmt mit dem im Königlichen Erlass vom 24. Januar 1991 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 11. März 1966 zur Bestimmung der bei der Einrichtung und der Betreibung der Gasversorgungsanlagen durch Rohrleitungen zu ergreifenden Sicherheitsmaßnahmen festgelegten Reservegebiet überein.

2. Umfang der Umweltverträglichkeitsprüfung und Genauigkeit der Informationen (Art. 42, Abs. 2 des CWaTUP)

2.1. Umfang

Die Umweltbewertung bezieht sich auf die Verlegung, den Betrieb und die Sanierung einer zweiten und eventuell dritten Leitung nach der RTR-Trasse auf dem Gebiet der Gemeinden Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Visé, Oupeye, Juprelle, Bassenge und Waremme.

Die Stationen von Raeren (Eynatten) und Dalhem (Berneau) müssten in den kommenden Jahren, insbesondere infolge des RTR-2-Projekts erweitert werden. Diese Erweiterungen hängen von einer in Artikel 127 des Gesetzbuches vorgesehenen Städtebaugenehmigung ab und brauchen demzufolge nicht Gegenstand der Revision des Sektorenplans zu sein. Diese Erweiterungen, die Nebenanlagen zur Verdoppelung und zur eventuellen Verdreifachung der RTR-1-Leitung bilden, werden ebenfalls Gegenstand der Umweltverträglichkeitsprüfung sein.

2.2. Genauigkeit der Informationen

Das nächstehend gewählte Sonderlastenheft bildet ein Musterdokument, dessen Genauigkeit als ausreichend hinsichtlich des Artikels 42 des Gesetzbuches betrachtet wird.

Die Prüfung hinsichtlich der Bevölkerung, der Sozialwirtschaft und der Umwelt erfolgt auf Ebene des allgemeinen territorialen Kontextes (Pkt C.2.) und auf mikrogeographischer Ebene des Gebiets für die Untersuchung der Empfindlichkeiten und Einschränkungen hinsichtlich der Umwelt (Pkt. D).

Schließlich werden die Faktoren der Abänderung des Umfelds und die Komponenten der Sach- und Rechtslage in der Anlage aufgestellt, und die Autoren der Umweltverträglichkeitsprüfung haben die Verpflichtung, in der Analyse nur diejenigen in Betracht zu ziehen, die sich als relevant erweisen.

Eine besondere Aufmerksamkeit wird dem Problem der Sicherheit der Personen geschenkt.

PHASE I — TERRITORIALE ZWECKMÄSSIGKEITS- UND STANDORTANALYSE DES VORENTWURFS DES ABGEÄNDERTEN PLANS

A. BESCHREIBUNG UND ANALYSE DES GEGENSTANDS, DER ZIELE UND DER BEGRÜNDUNGEN DES VORENTWURFS DES ABGEÄNDERTEN PLANS.

A.1. Beschreibung.

Es geht hier lediglich darum, den Gegenstand, die Zielsetzungen und Begründungen der Wallonischen Regierung, so wie diese aus dem Erlass zur Verabschiedung des Vorentwurfs des abgeänderten Plans hervorgehen, ohne kritische Analyse zu beschreiben und zu erläutern.

(Entspricht dem Punkt 1^o partim des Artikels 42, Abs. 2 des Gesetzbuches).

A.1.1. Gegenstand der Revision.

Beschreibung der Abänderung des Sektorenplans (Umkreise) und einschlägige kartographische Darstellung.

A.1.2. Identifizierung und Erläuterung der Ziele des Vorentwurfs.

Unter Zielen des Vorentwurfs versteht man diejenigen, die die Wallonische Regierung bei der Erstellung des Vorentwurfs des abgeänderten Sektorenplans verfolgt.

A.1.3. Identifizierung und Erläuterung der Begründungen des Vorentwurfs.

Unter Begründungen des Vorentwurfs versteht man die Gründe, aus denen die Erstellung des Vorentwurfs für die Erreichung der Ziele (nach Ansicht der Regierung) unerlässlich ist.

A.2. Analyse.

Hier geht es darum, eine erste Analyse der Kohärenz der Ziele des Vorentwurfs des abgeänderten Sektorenplans hinsichtlich der regionalen Optionen vorzunehmen.

Es ist zu bemerken, dass die kritische Analyse der Begründungen des Vorentwurfs in diesem Stadium nicht möglich ist. Sie wird zum allgemeinen Abschluss (Punkt E) gebracht, wenn die gesamten Bewertungselemente verfügbar sind.

A.2.1. Überprüfung der Vereinbarkeit der Ziele des Vorentwurfs mit den regionalen Optionen.

Es soll überprüft werden, ob die Ziele des Vorentwurfs mit den Optionen vereinbar sind, die in den regionalen Orientierungsdokumenten vorgestellt werden:

- im Entwicklungsplan des regionalen Raums: im Projekt der räumlichen Struktur und Raumordnungsgrundsätze;
- im Umweltplan für die nachhaltige Entwicklung;
- die vorrangigen Maßnahmen für die Wallonische Zukunft;
- in der regionalpolitischen Erklärung...

In diesem Punkt werden die Verknüpfungen zwischen dem Vorentwurf des Plans und den sonstigen relevanten Plänen und Programmen (Art. 42 Abs. 2 1^o partim des Gesetzbuches) festgestellt und die relevanten Ziele des Umweltschutzes hinsichtlich des Vorentwurfs identifiziert (Art. 42 Abs. 2 7^o partim des Gesetzbuches).

A.2.2. Billigung der Art der Zoneneinteilung/Umkreis/Infrastruktur, die im Vorentwurf eingetragen ist

Es soll überprüft werden, ob die Art des Gebiets, des Umkreises oder der Infrastruktur, die im Vorentwurf eingetragen ist, für die von der Wallonischen Regierung verfolgten Ziele geeignet ist.

A.2.3. Überprüfung der Übereinstimmung des Vorentwurfs mit den geltenden Regelungen

Es soll überprüft werden, ob der Vorentwurf mit den geltenden Regelungen, insbesondere mit Artikel 46 des CWaTUP, übereinstimmt.

A.2.4. Synthese

Insbesondere Hervorhebung der Ziele des Vorentwurfs angesichts deren Vereinbarkeit mit den regionalen Herausforderungen und Schlussfolgerungen bezüglich des Bezugsgebiets.

B. BEGRÜNDUNG DER NOTWENDIGKEIT DER INSTALLIERUNG EINER NEUEN ERDGASLEITUNG (UND DER NEBENANLAGEN)

Die verwendete Methode wird jedesmal wenn nötig beschrieben. (*entspricht dem Punkt 12^o des Art. 42 Abs. 2 des Gesetzbuches*).

B.1. Entwicklungsaussichten des Erdgastransportbedarfs (Transit und interner Bedarf, Steigerung des Energiebedarfs und Änderung der Marktanteile, Berücksichtigung der Umwelterwägungen,...).

B.2. Rolle der neuen Leitung im Transportnetz auf verschiedenen einschlägigen Ebenen (europäisch, föderal, regional, sogar lokal).

B.3. Darlegung der Unmöglichkeit (oder der Möglichkeit), den in A.1.2. identifizierten Zielen nachzukommen, ohne dass eine neue Erdgasleitung installiert wird (Option Null).

C. RAUMORDNERISCHE ÜBERLEGUNG ÜBER DIE MÖGLICHEN ALTERNATIVEN DES STANDORTS (UND DES STANDORTS DER NEBENANLAGEN).

(*entspricht teilweise dem Punkt 11^o des Art. 42, Abs. 2 des Gesetzbuches - siehe ebenfalls die Punkte D und E*).

Die verwendete Methode wird jedesmal wenn nötig beschrieben. (*entspricht dem Punkt 12^o des Art. 42 Abs. 2 des Gesetzbuches*).

C.1. Abgrenzung des relevanten territorialen Kontextes zur Ermittlung möglicher Alternativen zur Trasse (und zum Standort der Nebenanlagen) je nach den in A.1.2. identifizierten Zielen.

(*Punkt 5^o des Art. 42, Abs. 2 des Gesetzbuches*) (*Punkt 6^o partim des Art. 42, Abs. 2 des Gesetzbuches*).

C.2. Analyse des in C.1. bestimmten territorialen Kontextes.

Es handelt sich um die Bestimmung auf mesogeographischer Ebene der kennzeichnenden Merkmale der Bevölkerung, der Sozialwirtschaft und der Umwelt des in C.1. in Betracht gezogenen Gebiets. Es geht darum, dessen Potenzial (Trümpfe und Zweckmäßigkeiten) und Einschränkungen (Schwächen und Gefährdungen) für die Eintragung der neuen Gasleitung hervorzuheben.

(*Entspricht dem Punkt 3^o partim des Art. 42 Abs. 2 des Gesetzbuches*)

Eine besondere Aufmerksamkeit wird den Gebieten geschenkt, die für die Umwelt eine besondere Bedeutung haben, so wie diese gemäß den Richtlinien 79/409/E.W.G. und 92/43/E.W.G. bezeichnet werden.

C.3. Identifizierung der möglichen Alternativen zur Trasse (und zum Standort der Nebenanlagen) je nach der in C.1. durchgeführten Analyse und unter Einhaltung der in A.1.2. identifizierten Ziele.

Falls das Planungsbüro der Auffassung ist, dass die Ermittlung von Standortvarianten nicht gerechtfertigt ist, muss es seine Stellungnahme ernsthaft begründen.

C.4. Identifizierung der Standortalternativen der Nebenanlagen je nach der in C.1. durchgeführten Analyse und unter Einhaltung der in A.1.2. identifizierten Ziele.

Falls das Planungsbüro der Auffassung ist, dass die Ermittlung von Standortvarianten nicht gerechtfertigt ist, muss es seine Stellungnahme ernsthaft begründen.

SCHLUSSFOLGERUNG DER PHASE 1:

Begründung des Vorentwurfs hinsichtlich des Artikels 1 § 1 des Gesetzbuches.

Ziel dieser Schlussfolgerung ist es, eine erste kritische Schlussfolgerung über den Vorentwurf dieses Plans hinsichtlich dessen Zweckmäßigkeit und der in Betracht gezogenen Trasse zu ziehen.

Der Vorentwurf und die eventuellen alternativen Trassen werden unter allen aus Artikel 1 § 1 abgeleiteten Analysekr iterien genau überprüft, das heißt:

- die nachhaltige Zufriedenstellung der sozialwirtschaftlichen Bedürfnisse;
- die schonende Benutzung des Bodens und der Bodenschätze;
- die qualitative Verwaltung des Lebensumfelds;
- die Erhaltung und Entwicklung des Kultur-, Natur- und Landschaftserbes.

PHASE II — UMWELTBEWERTUNG

D. BILLIGUNG DER ABGRENZUNG UND DER DURCHFÜHRUNG.

Auf Mikroebene ist es angebracht, die Trasse sowie die Durchführungsbedingungen, sowohl des Vorentwurfs, als auch einer jeden möglichen Alternative zu der Trasse infolge der ausführlichen Analyse deren Untersuchungsumkreises näher zu bestimmen. Wenn mehrere mögliche Alternativen zu der Trasse am Ende des Punktes C ausgewählt werden, muss Punkt D für jede dieser Alternativen wiederholt werden. Der Untersuchungsumkreis ist das Gebiet, das von dem Vorentwurf oder einer Alternative zu der Trasse betroffen sein könnte oder Belastungen hinsichtlich der geplanten Installierung aufweisen könnte. Er kann also je nach dem in Erwägung gezogenen Element der bestehenden Lage unterschiedlich sein, da er von der Art des berücksichtigten Elements des Umfelds (mehr oder weniger empfindlich gegen die mit dem Projekt verbundenen Änderungsfaktoren des Umfelds) oder von der berücksichtigten Belastung abhängt.

(Entspricht teilweise dem Punkt 11° des Art. 42 Abs. 2 des Gesetzbuches - siehe ebenfalls Punkte C und E).

D.0. Beschreibung der ausgewählten Methode *(entspricht teilweise dem Punkt 11° des Art. 42 Abs. 2 des Gesetzbuches).*

D.1. Identifizierung der mit dem Projekt verbundenen Änderungsfaktoren des Umfelds.

Es gibt Anlass, die Komponenten des Projekts zu identifizieren, die die Umwelt stören könnten, und sie (nach drei Graden zum Beispiel: starke, mittlere und schwache Störung) nach der Tragweite dieser Störungen in drei Stadien hierarchisch einzuteilen:

- die Phase der Installierung der Leitung und der Nebenanlagen;
- die Phase des Betriebs;
- die fernere Phase der Sanierung des Standorts.

Die zu untersuchenden störenden Komponenten der Umgebung werden in der Anlage D.1. aufgeführt, jedoch nicht unbedingt ausführlich. Eine besondere Aufmerksamkeit wird den mit der Sicherheit der Personen verbundenen Faktoren geschenkt.

D.2. Beschreibung der bestehenden Rechtslage.

Die zu berücksichtigenden Elemente der Rechtslage sind diejenigen *(Punkt 4° des Art. 42, Abs. 2 des Gesetzbuches)*, die Belastungen für die geplante Ansiedlung darstellen.

Sie müssen Gegenstand einer kartographischen Darstellung sein.

Eine besondere Aufmerksamkeit wird den Gebieten geschenkt, die für die Umwelt eine besondere Bedeutung haben, so wie diese gemäß den Richtlinien 79/409/E.W.G. und 92/43/E.W.G. bezeichnet werden. *(Punkt 5° des Art. 42 Abs. 2 des Gesetzbuches).*

Die Anlage D.2. stellt einen nicht ausführlichen Inhalt einer bestehenden Rechtslage vor.

D.3. Beschreibung der bestehenden Sachlage.

Die zu berücksichtigenden Elemente der Sachlage sind diejenigen, die unter den Folgen der unter D.1. identifizierten Änderungsfaktoren der Umgebung leiden können, die als "Empfindlichkeiten der Umgebung" *(Punkt 4° des Art. 42 Abs. 2 des Gesetzbuches)* gekennzeichnet werden, oder die Belastungen für die geplante Ansiedlung darstellen. Sie müssen Gegenstand einer kartographischen Darstellung sein.

Eine besondere Aufmerksamkeit wird den Gebieten geschenkt, die für die Umwelt eine besondere Bedeutung haben, so wie diese gemäß den Richtlinien 79/409/E.W.G. und 92/43/E.W.G. bezeichnet werden. *(Punkt 5° des Art. 42 Abs. 2 des Gesetzbuches).*

Die Anlage D.3. stellt einen nicht ausführlichen Inhalt einer bestehenden Sachlage vor.

D.4. Darstellung der Varianten für die Abgrenzung und die Durchführung

Es geht darum, aufgrund der unter D.2. und D.3. bestimmten Empfindlichkeiten und Belastungen eine erste Identifizierung der Varianten für die Abgrenzung und die Durchführung des Vorentwurfs und gegebenenfalls der am Ende von Punkt C ausgewählten möglichen Alternativen zu der Trasse vorzunehmen. Diese Varianten zielen insbesondere darauf ab, die Auswirkungen auf die Umwelt zu verringern und die Belastungen für die Ansiedlung zu berücksichtigen. Nach Einschätzung der Auswirkungen auf die Umwelt der hier identifizierten Varianten wird dasselbe für Punkt D.6. unternommen.

Die Varianten der Abgrenzung sind leichte Varianten des Umkreises der Trasse.

Die Varianten der Durchführung betreffen die zusätzlichen Vorschriften oder sonstigen denkbaren Raumordnungsmaßnahmen (siehe Anlage A).

D.5. Einschätzung der voraussichtlichen, bedeutsamen Ein- und Auswirkungen in den verschiedenen Stufen der Verwirklichung der Varianten für die Abgrenzung und die Durchführung

(Entspricht den Punkten 8^o und 9^o des Art. 42 Abs. 2 des Gesetzbuches)

In diesem Teil geht es darum, die störenden Komponenten der unter D.4. bestimmten Varianten mit den in den Punkten D.2. und D.3. erwähnten Empfindlichkeiten der Umgebung zu verbinden, um die voraussichtlichen bedeutsamen Ein- und Auswirkungen (kumulative, synergische, kurz-, mittel- und langfristige, ständige und zeitweilige, sowohl positive, als auch negative Nebenwirkungen) auf die Umwelt, sowie auf die Agrar- und Forstaktivität hervorzuheben.

Diese Analyse muss in drei Stadien ausgeführt werden:

- die Phase der Installierung der Leitung und der Nebenanlagen;
- die Phase des Betriebs;
- die fernere Phase der Sanierung des Standorts.

Durch diese Analyse wird festgestellt werden können, ob die durch den Vorentwurf (oder durch die untersuchte mögliche Alternative zu der Trasse und deren Varianten für die Abgrenzung und die Durchführung) vorgeschlagene Raumgestaltung eine Gefahr von bedeutsamen Auswirkungen auf die Umwelt in den Nachbarregionen mit sich bringt, im Hinblick auf die eventuelle Anwendung der Bestimmungen des Artikels 43 § 2 des Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 3. Februar 2005 abgeänderten Fassung.

D.5.1. Identifizierung der hauptsächlichen Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt.

Die zu untersuchenden Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt werden in der Anlage D.5. aufgelistet.

Es besteht Anlass, der Sicherheit der Personen besondere Aufmerksamkeit zu schenken.

D.5.2. Vergleich der Varianten.

Erstellung einer synoptischen Tabelle zum Vergleich der verschiedenen Abgrenzungs-/Durchführungsvarianten je nach deren Auswirkungen auf die Umgebung.

D.6. Untersuchung der zu treffenden Maßnahmen, um die negativen Auswirkungen der Abgrenzungs- und Durchführungsvarianten zu verringern.

(Entspricht dem Punkt 10^o des Art. 42, Abs. 2 des Gesetzbuches).

D.6.1. Vorstellung der zu treffenden Maßnahmen.

Es geht darum, die zu treffenden Maßnahmen zu bestimmen, um die negativen Auswirkungen der verschiedenen unter Punkt D.4 identifizierten Abgrenzungs- oder Durchführungsvarianten zu verringern.

Es kann sich handeln um:

- die Anpassung von Nachbargebietseinteilungen;
- zusätzliche Vorschriften;
- sonstige Raumordnungsmaßnahmen.

D.6.2. Effizienz der Maßnahmen und Einschätzung des (nicht reduzierbaren) Restimpakts jeder Variante.

D.6.3. Vergleich der verschiedenen Varianten.

D.7. Voraussichtliche Entwicklung der Umweltlage, wenn der Plan nicht durchgeführt wird (Option Null).

E. SYNTHESE DER EINSCHÄTZUNG.

(Entspricht teilweise dem Punkt 11^o des Art. 42, Abs. 2 des Gesetzbuches).

Erstellung einer Vergleichstabelle mit den Vor- und Nachteilen der Lage ohne Durchführung des Plans und der in Punkt D. bestimmten verschiedenen Abgrenzungs- und Durchführungsvarianten für den Vorentwurf und die in Punkt C. gewählten eventuellen möglichen Alternativen des Standorts.

Kommentare über diese Tabelle insbesondere hinsichtlich der Einhaltung von Artikel 1 § 1 des Gesetzbuches (Punkt 2^o des Art. 42 Abs. 2 des Gesetzbuches) und der Berücksichtigung der unter Punkt A.2.1. identifizierten Ziele des Umweltschutzes (Punkt 7^o partim des Art. 42 Abs. 2 des Gesetzbuches), einschließlich der kritischen Analyse der Begründungen des Vorentwurfs.

Diese Synthese wird erlauben müssen, Stellung über die Zweckmäßigkeit einer Abänderung des Plans auf der Grundlage einer wissenschaftliche Analyse zu nehmen, die gründlicher als diejenige ist, auf die sich der Vorentwurf der Revision stützte, und im Falle einer Abänderung, eine mit Art. 1 § 1 des Gesetzbuches vereinbare Raumgestaltung zu wählen. Sie erlaubt die Billigung der Begründungen des Vorentwurfs, die unter Punkt A.1.3. identifiziert und erläutert wurden.

Durch diese Synthese wird ebenfalls festgestellt werden können, ob die durch den Vorentwurf des Plans oder durch die eventuellen möglichen Alternativen des Standorts, einschließlich deren Varianten für die Abgrenzung und/oder Durchführung vorgeschlagene Raumgestaltung eine Gefahr von bedeutsamen Auswirkungen auf die Umwelt in den Nachbarregionen mit sich bringt, im Hinblick auf die eventuelle Anwendung der Bestimmungen des Artikels 43 § 2 bis des Gesetzbuches, eingeführt durch das Dekret vom 3. Februar 2005.

F. IN BETRACHT GEZOGENE MAßNAHMEN ZUR ÜBERWACHUNG DER BEDEUTSAMEN AUSWIRKUNGEN AUF DIE UMWELT DER DURCHFÜHRUNG DES VORENTWURFS ZUM ABGEÄNDERTEN SEKTORENPLAN

(Punkt 13^o des Art. 42 Abs. 2).

Ziel ist es, frühzeitig die unvorhergesehenen negativen Auswirkungen zu identifizieren, so dass die geeigneten Berichtsmaßnahmen getroffen werden können.

Es geht darum, die bedeutsamen Auswirkungen aufzulisten, Überwachungsindikatoren bezüglich dieser Auswirkungen, ihr Berechnungsverfahren, die verwendeten Daten und deren Quellen, sowie Schwellenwerte vorzuschlagen.

G. ERGÄNZUNGEN.

G.1. Beschreibung der angetroffenen Schwierigkeiten.

(Punkt 12° des Art. 42 Abs. 2).

Es geht darum, die insbesondere bei der Sammlung der Informationen und in den Methoden zur Einschätzung der Bedürfnisse angetroffenen Schwierigkeiten anzugeben.

G.2. Grenzen der Studie.

Es handelt sich um die Punkte der Studie, die in den Umweltverträglichkeitsprüfungen über konkrete Projekte gründlicher untersucht werden müssten.

H. NICHT TECHNISCHE ZUSAMMENFASSUNG (höchstens 30 Seiten + Abbildungen).

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. März 2007 durch den beschlossen wird, dass der Sektorenplan Verviers-Eupen, Lüttich und Huy-Waremme einer Revision zu unterziehen ist, und durch den der Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans Verviers-Eupen, Lüttich und Huy-Waremme zwecks der Eintragung eines Reserveumkreises für Leitungen und eines Schutzzumkreises zwecks der Eintragung der Verlegung neuer Flüssigerdgasleitungen nach der RTR-Trasse Raeren (Eynatten) - Oupeye (Haccourt) - Opwijk - Zeebrugge auf dem Gebiet der Gemeinden Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Visé, Oupeye, Juprelle, Bassenge und Waremme angenommen wird (Karten 34/5 S, 34/6 S, 34/7 S, 34/8 S, 41/3 N, 42/4 N, 43/1 N und 43/2 N), als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 15. März 2007

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

A. ANTOINE

 Anlage A

Zusätzliche Vorschriften und sonstige Raumordnungsmaßnahmen.

Die in Artikel 23 Abs. 2 2° des Gesetzbuches erwähnten zusätzlichen Vorschriften werden in Artikel 41 bestimmt und können insbesondere das Folgende betreffen:

- 1° genauere Zweckbestimmung der Gebiete;
- 2° Phasierung von deren Nutzung;
- 3° Umkehrbarkeit der Zweckbestimmungen;
- 4° Bau- oder Wohnungsdichte;
- 5° Pflicht zur Erstellung eines kommunalen Raumordnungsplans vor deren Verwertung;
- 6° Pflicht zur Erstellung einer vorherigen kommunalen Städtebauordnung oder auch jeder anderen Art Vorschrift städtebaulicher Art oder betreffend den Plan.

Die in Artikel 23 Abs. 2 3° des Gesetzbuches sonstigen Raumordnungsmaßnahmen betreffen insbesondere:

- die innerhalb und außerhalb der Gelände geplanten Ausrüstungen (Infrastrukturen für den Transport, für Wasser-, Gas-, Stromzuleitung, für Entwässerung/Klärung);
- Vorrichtungen zur Umweltverwaltung und Verringerung der Auswirkungen (Klärstation, Regenauffangbecken,...);
- Maßnahmen zur landschaftlichen Integration.

 Anlage D.1

Störende Komponenten für die Umgebung.

Störende Komponenten im Zusammenhang mit der Mobilisierung oder dem Verbrauch der natürlichen Ressourcen:

- Immobilisation von Boden und Unterboden (Gewinnung von Boden und Unterboden im Verhältnis zu anderen bestehenden und potenziellen menschlichen Aktivitäten);
- Wasserverbrauch.

Störende Komponenten in Verbindung mit den Ausstößen und Emissionen der Aktivitäten.

- Lärm
- Feste, flüssige und gasförmige Ausstöße, Abfälle.

Störende Komponenten oder Risiken in Verbindung mit der Lagerung von Produkten.

- Rohstoffe, Prozessstoffe, Produkte, Unterprodukte und Abfälle...

Störende Komponenten in Verbindung mit der Mobilisierung von Infrastrukturen und öffentlichen Ausrüstungen innerhalb und außerhalb des Geländes.

- Mobilisierung des Straßennetzes-Verkehr;
- Mobilisierung der Parkflächen;
- Mobilisierung der Leitungsausrüstung (Berechtigte: Wasser, Strom, Pipeline,...);
- Mobilisierung der Infrastrukturen zur Abwassersammlung und -klärung.

Anlage D.2

Bestehende Rechtslage.

Es besteht Anlass, insbesondere folgende Elemente hervorzuheben.

- Die vorschriftsmäßigen Umkreise und Raumordnungsgebiete:
 - dezentralisierte Gemeinden und/oder Gemeinden, die eine kommunale Städtebauordnung angenommen haben, Umkreise von kommunalen Raumordnungsplänen, Gemeindekanalisationsplan, Bereiche der Anwendung der allgemeinen Bauordnung für ländliche Gebiete,
 - territoriale Elemente, die einer besonderen Regelung unterworfen sind:
 - Rechtsstellung der Straßennetze und Verkehrsverbindungen, Rechtsstellung der Wälder und Forste, Autonomes Netz langsamer Wege,...
 - Genehmigungsgebiete mit Einschränkung des Zivilrechts:
 - bestehende Parzellierungsgebiete, Umkreise, für die eine Beihilfe des Katastrophenfonds erteilt worden ist, Immobiliengüter, die dem Vorkaufsrecht unterworfen sind, Immobiliengüter, die einer Enteignung zu gemeinnützigen Zwecken unterworfen sind,...
 - Gebiete, die mit der Politik der operativen Planung verbunden sind:
 - Flurbereinigungsgebiete, Umkreise der städtischen Neubelebung, Stadterneuerungsbereiche, bevorzugte Initiativgebiete,...
 - Erbebezogene Umkreise und Gebiete:
 - unter Schutz gestellte Denkmäler und Gebiete, einschließlich der archäologischen Ausgrabungen, Denkmalerbe von Belgien, Liste der bemerkenswerten Bäume und Hecken,...
 - Umkreise mit Umwelteinschränkungen;
 - Umkreise von landschaftlichem Interesse:
 - im Sektorenplan eingetragene Abgrenzung der Umkreise von landschaftlichem Interesse.

Anlage D.3

Bestehende Sachlage.

Biophysischer Lebensraum.

- Luft und Klima (u.a. Windrichtung).
- Oberflächen- und Grundwasser.
- Boden und Unterboden (u.a. Relief und Identifizierung der zu schützenden Vorkommen von großem wirtschaftlichem oder erbebezogenem Wert).
- Biotope.
- Naturrisiken und geotechnische Belastungen, denen das Untersuchungsgebiet unterworfen ist:
 - Überschwemmungen;
 - Karsterscheinungen;
 - bergbauliches Risiko;
 - Felssturz;
 - Erdbeben;
 - seismisches Risiko.
- Umkreise von landschaftlichem Interesse (unter Berücksichtigung der Hauptzüge der Landschaft und des Vorhandenseins von bemerkenswerten Ausblicken).

Menschlicher Lebensraum:

- Akustische und Geruchsumgebung;
- Lokalisierung des Wohnbereichs, architektonische städtebauliche und morphologische Struktur der Bausubstanz und der öffentlichen Flächen;
- Kultur- und Naturerbe;
- Landschaft und visuelle Atmosphäre;
- Infrastruktur und Ausrüstungen;
- Langsame Verkehrswege;
- Vorhandensein von Immobiliengütern oder eines geschützten Gebiets;
- Öffentliches Verkehrsmittelnetz und Häufigkeit - Zugänglichkeitskarten.

Menschliche Aktivitäten:

- Art und Eigenschaften der gegenwärtigen und möglichen Aktivitäten (im Rahmen des gegenwärtigen Sektorenplans);
- Empfindliche soziokulturelle Ausrüstungen;
- Sonstige menschliche Beschäftigungen, die gegen störende Aktivitäten empfindlich sind;
- Landwirtschaftliche Aktivitäten;
- Sonstige wirtschaftliche Aktivitäten.

Anlage D.5

Auswirkungen auf die Umwelt:

- Auswirkungen auf Luft und Klima;
- Eventuelle; Störung des Mikroklimas durch hohe Gebäude (fallender Schatten, Turbulenzeffekt am Fuß der hohen Gebäude...);
- Eventueller. Beitrag zur Nebelbildung durch Ausstöße von Staub in die Atmosphäre unter günstigen Streuungsbedingungen.

Auswirkungen auf Oberflächen- und Grundwasser:

- Mit der Abdichtung des Bodens durch die Gebäude und Bodenanlagen (Straßen und Parkflächen) verbundene Veränderung des hydrogeologischen Systems der Grundwasserleitschichten und des hydrologischen Systems der Wasserläufe;
- Mit der Ableitung des Regenwassers und des geklärten Abwassers verbundene Veränderung der chemischen, mikrobiologischen Qualität und des Trübungsgrads der Wasserläufe;
- Veränderung des Regimes der Wasserläufe, die auf die Ableitung des Regenwassers und des geklärten Abwassers zurückzuführen sind;
- Risiko einer unfallbedingten Verschmutzung, die insbesondere mit der Lagerung von Produkten oder Abfällen verbunden ist;
- Mögliche Mobilisierung der nahen Wasserressourcen durch Wasserfassung;
- Karstregime und Einstürzen infolge der Absenkung des Grundwassers.

Auswirkungen auf den Boden und den Unterboden:

- Nicht rückgängig zu machende Immobilisierung des Bodens und des Unterbodens infolge des Baus von Gebäuden und der Einrichtungen am Boden durch Straßen und Parkflächen;
- Risiko einer unfallbedingten Verschmutzung des Bodens, die insbesondere mit der Lagerung von Produkten oder Abfällen verbunden ist;
- Karstischer und/oder Bergwerkseinsturz mit bedeutenden Risiken.

Auswirkungen auf die Fauna und Flora:

- Vernichtung und/oder Zersplitterung der Biotope infolge des Baus von Gebäuden und der Einrichtungen am Boden und der Veränderung des Bodenreliefs;
- Beeinträchtigung der Ökotope durch gasförmige, flüssige oder feste Schadstoffe;
- Störung der Fauna infolge der Aktivitäten (Lärm, Bewegungen ...);
- Auswirkungen auf die Gebiete mit besonderer Bedeutung für die Umwelt, wie diejenigen, die gemäß den Richtlinien 79/409/EWG (Erhaltung der wildlebenden Vogelarten) und 92/43/EWG (Erhaltung der natürlichen Lebensräume sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen = Natura 2 000-Netz) bezeichnet worden sind.

Auswirkungen auf die Gesundheit und Sicherheit des Menschen:

- Mit dem durch die Zunahme des Verkehrs verursachten Lärm verbundene Beschädigung der Gesundheit;
- Mit dem Ausstoßen von Luftschadstoffen verbundene Beschädigung der Gesundheit;
- Mit der Zunahme des Verkehrs von PKW und LKW auf dem Verkehrsnetz verbundene Gefährdung der Sicherheit;
- Schwingungen infolge der Unternehmensprozesse (Siebe, Brecher, Zerkleinerer...).

Auswirkungen auf die Annehmlichkeit der Lebensbedingungen:

- Beeinträchtigung der Geruchsumgebung durch das Ausstoßen von gasförmigen Schadstoffen oder von Abfällen;
- Beeinträchtigung der akustischen Umgebung durch laute Aktivitäten und die Zunahme des Verkehrs;
- Beeinträchtigung der optischen Qualität infolge der Baukörperform oder der architektonischen und städtebaulichen Komposition der zukünftigen Gebäude, sowie der wahrscheinlichen Veränderung des Bodenreliefs für deren Bau.

Auswirkungen auf die Sach- und Erbgüter:

- Schädigung der Immobilien-Erbgüter durch atmosphärische Ausstöße aus bestimmten verschmutzenden Industrien;
- Schädigung von eventuellen archäologischen Stätten.

Auswirkungen auf die Mobilität, das Verkehrsnetz und die Infrastrukturen:

- Modale Verkehrsverteilung;
- Ungeeignete Mobilisierung der Straßeninfrastrukturen mit Auswirkungen auf den Verkehrsfluss;
- Störung durch eine ungeeignete Belastung für die Dauerhaftigkeit des Wasserklärungsnetzes;
- Überbelastung der Strom-, Gas- und Kommunikationsnetze.

Auswirkungen auf die Aktivitäten:

- Auswirkungen auf die auf dem Gelände des Vorentwurfs bereits bestehenden primären Aktivitäten (Land-, Forstwirtschaft) infolge der Mobilisierung der Ressource Boden und Unterboden;
- Auswirkungen auf bestimmte Bodennutzungen und ständige oder gelegentliche empfindliche Aktivitäten (Aufenthalte, Tourismus...), die mit eventuellen Lärm- und Geruchsbelästigungen verbunden sind.»

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 2027 (2007 — 1676)

[2007/201569]

15 MAART 2007. — Besluit van de Waalse Regering tot herziening van de gewestplannen Verviers-Eupen, Luik en Hoi-Borgworm en tot goedkeuring van het voorontwerp van herziening van de gewestplannen Verviers-Eupen, Luik en Hoi-Borgworm met het oog op de opnemings van een leiding, een reserveringsomtrek, een beschermingsomtrek, twee gebieden voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen en de onttrekking aan hun bestemming van woongebieden met een landelijk karakter om de aanleg mogelijk te maken van nieuwe leidingen voor vloeibaar aardgas langs het VTN-tracé Raeren (Eynatten) - Oupeye (Haccourt) - Opwijk - Zeebrugge op het grondgebied van de gemeenten Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Visé, Oupeye, Juprelle, Bitsingen en Borgworm (bladen 34/5 S, 34/6 S, 34/7 S, 34/8 S, 41/3 N, 42/4 N, 43/1 N en 43/2 N). — Erratum

Bovenbedoeld besluit van de Waalse Regering, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 26 april 2007, op bladzijde 22200, dient te worden vervangen door volgende tekst :

« MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

15 MAART 2007. — Besluit van de Waalse Regering tot herziening van de gewestplannen Verviers-Eupen, Luik en Hoi-Borgworm en tot goedkeuring van het voorontwerp van herziening van de gewestplannen Verviers-Eupen, Luik en Hoi-Borgworm met het oog op de opnemings van een reserveringsomtrek voor leidingen en een beschermingsomtrek met het oog op de aanleg van nieuwe leidingen voor vloeibaar aardgas langs het VTN-tracé Raeren (Eynatten) - Oupeye (Haccourt) - Opwijk - Zeebrugge op het grondgebied van de gemeenten Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Visé, Oupeye, Juprelle, Bitsingen en Borgworm (bladen 34/5 S, 34/6 S, 34/7 S, 34/8 S, 41/3 N, 42/4 N, 43/1 N en 43/2 N)

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op de artikelen 22, 23, 40 en 41 tot 46;

Gelet op de koninklijke besluiten van 23 januari 1979 en 20 november 1981 en op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 26 november 1987 tot vaststelling van de gewestplannen Verviers-Eupen, Hoi-Borgworm en Luik;

Gelet op de aanvraag ingediend door FLUXYS in maart 2006, ertoe strekkende de leiding "Vervoersnet - Uitbreiding" (VTN) - 1 Raeren (Eynatten) - Oupeye (Haccourt) - Opwijk uit te breiden met een nieuwe VTN-2-leiding voor het vervoer van rijk vloeibaar aardgas, met een nominale diameter van 1200 mm en een lengte van 41 kilometer in het Waalse Gewest;

Gelet op de omvang van de aardgasreserves van de Russische Federatie;

Overwegende dat de vraag naar Russisch gas in het Verenigd Koninkrijk meer dan waarschijnlijk zal verhogen;

Overwegende dat het tracé Oost (Eynatten) - Noord - West (Zeebrugge) een as is die tot een dergelijk vervoer bijdraagt;

Gelet op de voorname rol van de Hub van Zeebrugge op de internationale korte-termijnmarkt voor aardgas;

Overwegende dat de twee ingangspunten door de aansluiting op de leidingen TENP van Ruhrgas en WEDAL van Wingas strategische verbindingpunten zijn voor de bronnen van Russisch aardgas;

Overwegende dat die as andere types doorvoerkeer mogelijk maakt, in het bijzonder dankzij de koppeling aan het Nederlands net Gastransport Services via het strategische verbindingpunt van Zelzate;

Overwegende dat de versterking van een dergelijke as voor toevoer van vloeibaar aardgas ertoe bijdraagt de centrale positie van België in die aangelegenheid te verstevigen;

Overwegende dat de Belgische vraag naar aardgas volgens een modelisering van de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas gemiddeld met ongeveer 3 % per jaar zal toenemen tegen 2014;

Overwegende dat het relatieve belang van Eynatten voor de bevoorrading van de Belgische markt met vloeibaar aardgas volgens die vooruitzichten tussen 2004 en 2014 van 7 naar 17 % zou springen;

Overwegende dat de wet van 31 januari 2003 houdende de geleidelijke uitstap uit kernenergie voor industriële elektriciteitsproductie waarschijnlijk zal bijdragen tot een verhoging van de binnenlandse vraag naar aardgas voor de elektriciteitsproductie;

Overwegende dat de binnenlandse vraag naar rijk aardgas eveneens zou moeten verhogen, rekening houdend meer bepaald met de wil om de klanten geleidelijk van arm gas over te laten schakelen op rijk gas;

Overwegende dat op de capaciteiten van VTN-1 (8 tot 10 miljard m³ per jaar) helemaal is ingeschreven door shippers voor de lange-termijndoover en dat reeds gedeeltelijk is ingeschreven op de capaciteiten van het VTN-2-project voor de lange-termijndoover Eynatten-Zeebrugge;

Overwegende dat het daarnaast noodzakelijk is een capaciteit ter grootte van 3 tot 4 miljard m³ per jaar te waarborgen voor de bevoorrading van de Belgische markt vanuit Eynatten;

Overwegende dat het, om de verder bijkomende capaciteit aan te kunnen, nodig zal zijn de leiding te verlengen vanaf Opwijk richting Zeebrugge;

Overwegende dat de ingangscapaciteit in Eynatten met de volledige aanleg van de VTN-2-leiding tot in Zeebrugge ongeveer 18 miljard m³ per jaar zal bereiken, wat de behoeften zou moeten dekken tot na het jaar 2020;

Overwegende dat het tot een verdubbeling van de totale capaciteit voor het vervoer van aardgas van het Oosten naar het Noord-Westen zou komen;

Overwegende dat de aanleg van een tweede leiding de veiligheid van de doorvoer en de bevoorrading zou kunnen waarborgen door in een oplossing te voorzien bij een tijdelijk oponthoud wegens onderhoudswerken of een technisch incident aan de eerste VTN-1-leiding;

Overwegende dat de aanleg van een tweede leiding een soepeler vervoer van gas van verschillende kwaliteit mogelijk zal maken;

Overwegende dat die investering de operationale opslag voor de binnenlandse markt zal kunnen verhogen;

Overwegende dat de VTN-1-leiding niet alleen bijdraagt tot het internationale gasvervoer, maar eveneens tot de versterking van de bevoorradingscapaciteit van de Belgische en de Waalse markt dankzij de afnames die plaatsvinden in Berneau, Zomergem en Wachetebeke;

- Gelet op de bestaande koppeling tussen VTN-1 en het openbare verdelingsnet van ALG, de leidingen naar Verviers, de provincie Luxemburg en de toevoeras SEGEO;
- Gelet op de voorziene koppelingen tussen VTN-1 en het project VTN-2;
- Overwegende dat die versterking, dankzij de belangrijke vertakking van ons vervoersnet van aardgas, een duidelijke troef is om de veiligheid van de bevoorrading te vrijwaren;
- Overwegende dat die vennootschap reeds in juni 2005 een "Informatie Memorandum" opgezet heeft om naar de belangstelling van de markt voor de reservering van doorvoercapaciteit op lange termijn op die as te peilen;
- Overwegende dat de vaste inschrijvingen tot op heden voldoen om de investering in de aanleg van een nieuwe leiding te verantwoorden;
- Gelet op de gesprekken tussen Fluxys en de gasleveranciers;
- Overwegende dat het VTN-2-project opgenomen is in de lijst "Trans-European Energy Networks"-projecten, goedgekeurd op 17 juli 2006 door het Europese Parlement;
- Gelet op het belang voor de Europese Unie, België en het Waalse Gewest om hun portefeuille in de import van energie te diversifiëren;
- Overwegende dat de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas aanbeveelt om initiatieven te nemen om een grotere hoeveelheid aardgas via het oosten van het land in te voeren;
- Overwegende dat het overeenkomstig de aanbevelingen van de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas aangewezen is om een voldoende beschikbare capaciteit te waarborgen zowel voor de doorvoer als voor het binnenlandse vervoer van aardgas;
- Overwegende dat de voor de Belgische markt beschikbare vervoerscapaciteit gelijk is aan de bruikbare ingangscapaciteit, verminderd met de vervoerscapaciteit waarop voor de doorvoer ingeschreven is;
- Overwegende dat het in het bijzonder aangewezen is een voldoende binnenlandse vervoerscapaciteit voor te behouden om de leveranciers van aardgas in staat te stellen om aan de vraag tegemoet te komen;
- Overwegende dat het bijgevolg eveneens aangewezen is om de capaciteit waarop voor de doorvoer ingeschreven is te beperken en dat de vervoersoperator Fluxys bijstandsovereenkomsten aangaat met de doorvoerbevrachters;
- Overwegende dat aardgas, per geleverde warmtehoeveelheid, het minst vervuילend is (emissies van SO_x, NO_x, deeltjes,...) en minder koolstofdioxide uitstoot dan alle andere niet-hernieuwbare energieën, ongeacht of het om stookolie of steenkool gaat;
- Gelet op het bestaan van de aardgasleiding Oost-Noord-West VTN-1 Eynatten - Zeebrugge, in dienst genomen in 1998;
- Overwegende dat het tracé van die leiding gekozen is om de milieuhinder en de moeilijkheden in de aanleg en het gebruik ervan maximaal te beperken;
- Overwegende dat het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan, aangenomen door de Waalse Regering op 27 mei 1999, bepaalt dat nieuwe gasleidingen zo dicht mogelijk bij de bestaande infrastructuur aangelegd moeten worden en dat die samenbrenging in overeenstemming moet gebeuren met de wettelijke en de veiligheidsnormen;
- Overwegende dat een ligging van een nieuwe leiding langs een bestaand tracé a priori de beste ligging is vanuit het oogpunt van de ruimtelijke ordening, om zoveel mogelijk de druk op de ligging van de andere functies van het grondgebied te beperken;
- Overwegende dat de plaatsing van de leiding parallel aan de eerste leiding eveneens de meest geschikte oplossing is voor de uitbater, meer bepaald om de bewaking makkelijker te maken;
- Overwegende dat dat tracé een voldoende afstand in acht dient te nemen tussen beide leidingen om elk veiligheidsprobleem te voorkomen;
- Overwegende dat alle maatregelen getroffen worden sinds het ongeluk in Gellingen om de veiligheid van de omwonenden van gasleidingen te versterken;
- Gelet op het preventiebeleid inzake de schade veroorzaakt bij graafwerken, en meer bepaald op het Federaal kabel- en leidinginformatiemeldpunt;
- Gelet op de voorafgaande evaluatienota inzake milieueffecten VTN-1, uitgevoerd door Tractebel consulting in 1995;
- Overwegende dat het tracé door gebieden voert bestemd voor bebouwing, namelijk 700 meter woongebied met een landelijk karakter, 775 meter industriële bedrijfsruimte, 1 760 meter gebied (met een industrieel karakter) waarvan de bestemming nog niet vaststaat en 500 meter ontginningsgebied;
- Overwegende dat ongeveer 70 gebouwen gevestigd zijn op minder dan 50 meter van het tracé;
- Overwegende dat het huidige tracé van VTN-2 door Natura 2000-gebieden loopt : "Vallée de la Gueule en aval de La Calamine", "Vallée de la Gueule en amont de La Calamine", "Basse vallée du Geer en "Basse Meuse et Meuse mitoyenne" over een totale lengte van 2 600 meter;
- Gelet op het advies van 22 augustus 2006 van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu waarbij verzocht wordt een nauwkeurige biologische inventaris op te maken en waarbij erop gewezen wordt dat, afhankelijk van de resultaten van dat onderzoek, er eventueel compenserende en verzachtende maatregelen getroffen moeten worden;
- Overwegende dat een nauwkeurige biologische inventaris van de Natura 2000-gebieden waardoor de leiding zal lopen, uitgevoerd zal worden in het kader van het planeffectonderzoek;
- Overwegende dat de VTN-2-leiding, net als de VTN-1, via het grenspunt, het meetstation Raeren (Eynatten), het station Raeren (Hauset), het compressiestation Dalhem (Berneau) en de knoop Oupeye (Haccourt) zal lopen;
- Overwegende dat het meetstation van Raeren (Eynatten) en het compressiestation Dalhem (Berneau), die nodig zijn voor de uitvoering van het project, in de eerstvolgende jaren uitgebreid zullen moeten worden, dat die uitbreidingen ondergeschikt zullen moeten worden gemaakt aan het verkrijgen van een stedenbouwkundige vergunning bedoeld bij artikel 127 van het Wetboek;
- Overwegende dat de vordering van de gasmarkt de noodzaak op middellange termijn niet uitsluit (na 2020) om een derde leiding aan te leggen naast VTN-1 en het project VTN-2;
- Overwegende dat de tweede leiding op het merendeel van het tracé op ongeveer 8 meter aan de ene kant van VTN-1 zou moeten liggen en dat de eventuele derde leiding aan de andere kant ervan zou moeten liggen, op ongeveer 8 meter van VTN-1, of aan dezelfde kant op ongeveer 17 meter van VTN-1;
- Overwegende dat het daarnaast noodzakelijk is om minstens 5 meter aan weerskanten van de tracé-ontwerpen voor te behouden om hun aanleg te mogelijk te maken;
- Overwegende dat het dus, om de aanleg van de leiding VTN-2 en eventuele andere leidingen mogelijk te maken, aangewezen is een 25 meter brede reserveringsomtrek voor leidingen op te nemen aan weerskanten van de as van de leiding VTN-1;

Overwegende dat het effectenonderzoek voor gewestplannen er meer bepaald toe zal strekken het nauwkeurige tracé te onderzoeken van VTN-2 en eventueel VTN-3, meer bepaald op grond van technische elementen die Fluxys moet bezorgen;

Overwegende dat het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium vereist dat het gewestplan beschermingsomtrekken inhoudt voor de ondergrondse vervoersnetten voor vloeistoffen en energie waar enkel de handelingen en werken van algemene nutte of erop betrekking hebbende toegelaten kunnen worden;

Overwegende dat die beschermingsomtrek overeenstemt met het begrip reserveringsomtrek in de zin van het koninklijk besluit van 24 januari 1991 tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 maart 1966 betreffende de te nemen veiligheidsmaatregelen bij de oprichting en bij de exploitatie van installaties voor gasvervoer door middel van leidingen;

Overwegende dat er geen reden is om van deze adviezen af te wijken;

Overwegende dat de bestaande leiding VTN-1 niet in het gewestplan opgenomen is;

Gelet op artikel 42 van het Wetboek, waarin bepaald wordt dat de Regering verplicht is een effectenonderzoek te laten uitvoeren waarvan zij de omvang en de nauwkeurigheidsgraad bepaalt;

Overwegende dat de ontwerp-inhoud van het effectenonderzoek als bijlage bij dit besluit een document vormt waarvan de nauwkeurigheidgraad de bepalingen van artikel 42, lid 2, van het Wetboek in acht neemt;

Overwegende dat het onderzoek naar de menselijke en de leefmilieukenmerken, wat betreft de nauwkeurigheidsgraad van het effectenonderzoek, beoordeeld moet worden op schaal van het grondgebied waarop de kwetsbare en milieudrukfactoren onderzocht worden;

Overwegende dat de auteurs van het ontwerp-effectenonderzoek enkel de wijzigingsfactoren van de omgeving en de in het ontwerp-effectenonderzoek opgenomen bestanddelen die de feitelijke en de rechtstoestand uitmaken, in overweging nemen die relevant blijken te zijn voor de analyse;

Overwegende dat er, wat betreft de omvang van het effectenonderzoek, bijzondere aandacht besteed dient te worden aan het probleem van de veiligheid van de personen.

Overwegende dat de Regering, overeenkomstig de bepalingen van bovenvermeld artikel 42, de inhoud van dat onderzoek heeft bepaald op advies van de "Commission régionale d'Aménagement du Territoire" (Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening) en de "Conseil wallon de l'Environnement" (Waalse Raad voor de Duurzame Ontwikkeling);

Overwegende dat het huidige tracé van VTN-2 door Natura 2000-gebieden loopt: "Vallée de la Gueule en aval de La Calamine", "Vallée de la Gueule en amont de La Calamine", "Basse vallée du Geer en "Basse Meuse et Meuse mitoyenne", dat het advies ingewonnen dient te worden van de Afdeling Natuur en Bossen van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu voordat de inhoud van het effectenonderzoek bepaald wordt;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

Besluit :

Artikel 1. De Regering beslist tot de herziening van de gewestplannen Verviers-Eupen, Luik en Hoei-Borgworm om de aanleg van een tweede leiding voor vloeibaar aardgas mogelijk te maken volgens het tracé VTN Raeren (Eynatten) - Oupeye (Haccourt) - Opwijk - Zeebrugge.

Art. 2. Zij neemt het voorontwerp van herziening van de gewestplannen Verviers-Eupen, Luik en Hoei-Borgworm aan (bladen 34/5 S, 34/6 S, 34/7 S, 34/8 S, 41/3 N, 42/4 N, 43/1 N en 43/2 N) die overeenkomstig de kaart in bijlage de opneming omvat van een 25 meter brede reserveringsomtrek voor leidingen aan weerszijden van leiding, op het grondgebied van de gemeenten Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Wezet, Oupeye, Juprelle, Bistingen en Borgworm.

Art. 3. De leidingen voor het vervoer van aardgas waarvan dit voorontwerp voorziet in de vestiging omvatten een beschermingsomtrek in de zin van artikel 23, lid 1, 3^o, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium.

Die beschermingsomtrek stemt overeen met het reserveringsgebied bepaald bij het koninklijk besluit van 24 januari 1991 tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 maart 1966 betreffende de te nemen veiligheidsmaatregelen bij de oprichting en bij de exploitatie van installaties voor gasvervoer door middel van leidingen.

Art. 4. De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling is ermee belast bijgevoegde ontwerp-inhoud van het milieueffectenonderzoek voor advies voor te leggen aan de "Commission régionale d'Aménagement du Territoire", aan de "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" en aan de Afdeling Natuur en Bossen van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu en haar daarna ter goedkeuring voor te leggen.

Namen, 15 maart 2007.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

Bijlage 1 bij het bestek

Voorontwerp van herziening van de gewestplannen Verviers-Eupen, Luik en Hoei-Borgworm met het oog op de opneming van een reserveringsomtrek, een beschermingsomtrek voor leidingen met het oog op de aanleg van nieuwe leidingen voor vloeibaar aardgas langs het VTN-tracé Raeren (Eynatten) - Oupeye (Haccourt) - Opwijk - Zeebrugge op het grondgebied van de gemeenten Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Wezet, Oupeye, Juprelle, Bistingen en Borgworm (bladen 34/5 S, 34/6 S, 34/7 S, 34/8 S, 41/3 N, 42/4 N, 43/1 N en 43/2 N).

INHOUD VAN HET EFFECTENONDERZOEK

1. Het voorontwerp van herziening van de gewestplannen Verviers-Eupen, Luik en Hoei-Borgworm (bladen 34/5 S, 34/6 S, 34/7 S, 34/8 S, 41/3 N, 42/4 N, 43/1 N en 43/2 N), aangenomen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 maart 2007, omvat de opneming van een reserveringsomtrek op het grondgebied van de gemeenten Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Wezet, Oupeye, Juprelle, Bistingen en Borgworm.

De leidingen voor het vervoer van aardgas waarvan dit voorontwerp voorziet in de vestiging omvatten bovendien een beschermingsomtrek in de zin van artikel 23, lid 1e, 3°, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium.

Die beschermingsomtrek stemt overeen met het reserveringsgebied bepaald bij het koninklijk besluit van 24 januari 1991 tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 maart 1966 betreffende de te nemen veiligheidsmaatregelen bij de oprichting en bij de exploitatie van installaties voor gasvervoer door middel van leidingen.

2. Omvang van het effectonderzoek en nauwkeurigheidsgraad van de gegevens (artikel 42, lid 2, van het WWROSP).

2.1. Omvang.

De milieueffectenbeoordeling heeft betrekking op de vestiging, de werking en de rehabilitatie van een tweede en, eventueel, een derde leiding langs het VTN-tracé op het grondgebied van de gemeenten Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Wezet, Oupeye, Juprelle, Bitsingen en Borgworm;

De stations Raeren (Eynatten) en Dalhem (Berneau) moeten in de eerstvolgende jaren uitgebreid worden, meer bepaald ten gevolge van het VTN-2-project. Die uitbreidingen zullen ondergeschikt moeten worden gemaakt aan het verkrijgen van een stedenbouwkundige vergunning bedoeld bij artikel 127 van het Wetboek en hoeven bijgevolg niet opgenomen te worden in de herziening van het gewestplan. Aangezien die uitbreidingen installaties vormen die samenhangen met de aanleg van een tweede en, eventueel, een derde leiding naast VTN-1, worden ze eveneens in het effectenonderzoek besproken.

2.2. Nauwkeurigheidsgraad van de gegevens.

Het hieronder overwogen bestek is een standaarddocument waarvan de nauwkeurigheidsgraad geacht wordt voldoende te zijn wat betreft artikel 42 van het Wetboek.

Het onderzoek naar de menselijke, sociaal-economische en milieueigenschappen wordt verricht op de schaal van het algemene grondgebied (punt C.2.) en op microgeografische schaal van het onderzochte grondgebied in termen van kwetsbare milieu- en drukfactoren (punt D).

Ten slotte worden de wijzigingsfactoren van de omgeving en de bestanddelen die de feitelijke en de rechtstoestand vormen, in de bijlage geïnventariseerd; in dat geval moeten de auteurs van het milieueffectenonderzoek slechts de relevante factoren bij de analyse betrekken.

Er wordt bijzondere aandacht besteed aan het probleem van de veiligheid van de personen.

FASE I. — ANALYSE VAN DE GESCHIKTHEID EN DE LIGGING VAN HET WIJZIGINGSVOORONTWERP VAN HET PLAN M.B.T. HET GRONDGEBIED

A. OMSCHRIJVING EN ANALYSE VAN HET DOEL, VAN DE DOELSTELLINGEN EN MOTIVERINGEN VAN HET WIJZIGINGSVOORONTWERP VAN HET PLAN.

A.1. Omschrijving.

Hier moeten alleen het doel, de doelstellingen en de motiveringen van de Waalse Regering zoals ze worden vermeld in het besluit tot aanneming van het wijzigingsvoorontwerp van plan en zonder kritische analyse omschreven en nader uitgelegd worden.

(Overeenkomstig punt 1° partim van artikel 42, tweede lid van het Wetboek).

A.1.1. Doel van de herziening.

Omschrijving van de in het gewestplan aangebrachte wijziging (omtrekken) en de daarmee gepaard gaande cartografie.

A.1.2. Identificatie en explicatie van de doelstellingen van het voorontwerp.

Onder doelstellingen van het voorontwerp worden verstaan de doelstellingen die de Waalse Regering nastreeft door het wijzigingsvoorontwerp van het gewestplan op te stellen.

A.1.3. Identificatie en explicatie van de motiveringen van het voorontwerp.

Onder motiveringen van het voorontwerp worden verstaan de redenen waarvoor de opmaking van het voorontwerp door de Waalse Regering als noodzakelijk beschouwd wordt respectievelijk noodzakelijk is voor de realisatie van de doelstellingen.

A.2. Analyse.

Doel is hier over te gaan tot een eerste analyse van de coherentie van de doelstellingen van het wijzigingsvoorontwerp van het gewestplan ten opzichte van de gewestelijke opties.

Op te merken valt dat de kritische analyse van de motiveringen van het voorontwerp in dit stadium onmogelijk is. Ze zal worden gevoerd als algemene conclusie (punt E) wanneer het geheel van de beoordelingselementen beschikbaar zal zijn.

A.2.1. Onderzoek van de verenigbaarheid van de doelstellingen van het voorontwerp met de gewestelijke opties.

Hier moet worden nagegaan of de doelstellingen van het voorontwerp verenigbaar zijn met de in de gewestelijke beleidsdocumenten voorgestelde opties :

- het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan : project van ruimtelijke structuren en inrichtingsprincipes;
- het milieubeleidsplan voor de duurzame ontwikkeling;
- de prioritaire acties voor de toekomst van Wallonië;
- de gewestelijke beleidsverklaring...

Dit punt legt een verband tussen het voorontwerp van plan en de andere relevante plannen en programma's (artikel 42, tweede lid, 1° partim van het Wetboek) en identificeert de relevante doelstellingen van de milieu-bescherming ten opzichte van het voorontwerp (artikel 42, punt B, tweede lid, 7° partim van het Wetboek).

A.2.2. Validering van het type zonering/omtrek/infrastructuur opgenomen in het voorontwerp.

Er moet worden nagegaan of het type gebied, omtrek of infrastructuur opgenomen in het voorontwerp aangepast is aan de door de Waalse Regering nagestreefde doelstellingen.

A.2.3. Onderzoek van de overeenstemming van het voorontwerp met de vigerende reglementeringen.

Er moet worden nagegaan of het voorontwerp met de vigerende reglementeringen en in het bijzonder artikel 46 van het Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium overeenstemt.

A.2.4. Synthese.

Het benadrukken van de doelstellingen van het voorontwerp ten opzichte van hun verenigbaarheid met de gewestelijke uitdagingen en conclusies over het referentiegrondgebied.

B. VERANTWOORDING VAN DE NOODZAAK OM EEN NIEUWE AARDGASLEIDING AAN TE LEGGEN (EN VERWANTE INSTALLATIES OP TE RICHTEN).

De gebruikte methode wordt telkens als het nodig is, omschreven. *(beantwoordt aan punt 12° van artikel 42, tweede lid, van het Wetboek).*

B.1. Perspectieven in de evolutie naar de vraag naar vervoer van aardgas (doorvoer en binnenlandse vraag, uitbreiding van de vraag naar energie en wijziging van de marktaandeelen, inoverwegingname van milieuoverwegingen,...).

B.2. Rol van de nieuwe leiding in het vervoersnet op verschillende relevante schalen (Europees, federaal, gewestelijk en zelfs plaatselijk).

B.3. Bewijsvoering inzake de onmogelijkheid (of de mogelijkheid) om tegemoet te komen aan de doelstellingen aangeduid onder A.1.2. zonder aanleg van een nieuwe aardgasleiding (nuloptie).

C. REFLECTIE OVER DE INRICHTING VAN POTENTIELE LIGGINGSALTERNATIEVEN (EN DE BEPALING VAN DE LIGGING VAN DE VERWANTE INSTALLATIES).

(Stemt gedeeltelijk overeen met punt 11° van artikel 42, tweede lid, van het Wetboek - zie ook punten D en E).

De gebruikte methode wordt telkens als het nodig is, omschreven. *(beantwoordt aan punt 12° van artikel 42, tweede lid, van het Wetboek).*

C.1. Afbakening van de relevante grondgebiedscontext voor het zoeken naar potentiële tracé-alternatieven (en naar de bepaling van de ligging van de verwante installaties) in functie van de doelstellingen aangeduid onder A.1.2.

(punt 5° van art. 42, tweede lid, van het Wetboek) (punt 6° partim van artikel 42, lid 2, van het Wetboek).

C.2. Analyse van de grondgebiedscontext bepaald onder C.1.

Op "meso"-niveau worden de menselijke, de sociaal-economische en leefmilieukenmerken van het grondgebied, in overweging genomen onder C.1., bepaald. De nadruk wordt gelegd op zijn potentialiteiten (troeven en opportuniteiten) en drukfactoren (zwakke punten en bedreigingen) voor de opnemings van de nieuwe gasleiding.

(Stemt overeen met punt 3° partim van artikel 42, tweede lid van het Wetboek).

Een bijzondere aandacht zal worden besteed aan de gebieden die voor het leefmilieu bijzonder belangrijk zijn, zoals die aangewezen overeenkomstig de Richtlijnen 79/409/EEG en 92/43/EEG.

C.3. Identificatie van de potentiële alternatieven voor het tracé (en voor de ligging van de verwante installaties) in functie van de doelstellingen aangeduid onder C.1. en met inachtneming van de doelstellingen aangeduid onder A.1.2.

Als het studiebureau van mening is dat het zoeken naar liggingsvarianten niet gerechtvaardigd is, moet het zijn positie ernstig motiveren.

C.4. Identificatie van de alternatieven voor de ligging van de verwante installaties in functie van de analyse uitgevoerd onder C.1. en met inachtneming van de doelstellingen aangeduid onder A.1.2.

Als het studiebureau van mening is dat het zoeken naar liggingsvarianten niet gerechtvaardigd is, moet het zijn positie ernstig motiveren.

AFRONDING VAN FASE I :

Verantwoording van het voorontwerp t.o.v. artikel 1, § 1, van het Wetboek.

Doel van die conclusie is, een eerste kritische conclusie te formuleren over het voorontwerp van plan ter zake van de geschiktheid ervan en van het gekozen tracé.

Het voorontwerp en de eventuele alternatieve tracés worden nauwgezet getoetst aan alle analysecriteria die artikel 1, § 1, impliceert, namelijk :

- de duurzame tegemoetkoming aan de sociaal-economische behoeften;
- het spaarzame gebruik van de bodem en diens rijkdommen;
- het kwalitatief beheer van de leefomgeving;
- de vrijwaring en de ontwikkeling van het cultureel, het natuurlijk en het landschappelijk erfgoed.

FASE II. — LEEFMILIEUBEOORDELING

D. VALIDERING VAN DE AFBAKENING EN VAN DE ONTSLUITING.

Op microschaal dienen het tracé en de ontsluitingsvoorwaarden verfijnd te worden zowel voor het voorontwerp als voor elk potentieel alternatief van het tracé ten gevolge van de gedetailleerde analyse van de studieomtrek. Als verschillende liggingsvarianten voor het tracé aan het einde van punt C in overweging worden genomen, moet punt D herhaald worden voor elke van de liggingsvarianten. De studieomtrek is het gebied dat bij het voorontwerp of een variant voor het tracé betrokken zou kunnen zijn of dat drukfactoren zou kunnen vertonen voor de geplande aanleg. Hij kan dus verschillend zijn naargelang van het overwogen element van de bestaande toestand aangezien hij afhankelijk is van de aard van het overwogen omgevingselement (min of meer gevoelig voor de aan het project inherente wijzigingsfactoren van de omgeving) of van de overwogen drukfactor.

(Stemt gedeeltelijk overeen met punt 11° van artikel 42, tweede lid, van het Wetboek - zie ook punten C en E).

D.0. Omschrijving van de gebruikte methode *(beantwoordt aan punt 12° van artikel 42, lid 2, van het Wetboek).*

D.1. Identificatie van de aan het project inherente wijzigingsfactoren van de omgeving

De componenten van het project die de omgeving zouden kunnen storen, worden geïdentificeerd en gerangschikt (volgens 3 graden bij voorbeeld : hoge, gemiddelde en kleine verstoring) volgens de omvang van deze storingen in drie stadia :

- de aanlegfase van de leiding en de verwante installaties;
- de werkingsfase;
- de meest in de toekomst gelegen saneringsfase van de site.

De te onderzoeken storende componenten van de omgeving worden in bijlage D.1 vermeld zonder volledigheid na te streven. Er wordt bijzondere aandacht besteed aan het probleem van de veiligheid van de personen.

D.2. Beschrijving van de bestaande rechtstoestand.

De in overweging te nemen elementen van de bestaande rechtstoestand zijn degene die (punt 4° van artikel 2, tweede lid, van het Wetboek) drukfactoren vormen voor de geplande aanleg.

Ze moeten het voorwerp uitmaken van een cartografie.

Een bijzondere aandacht zal worden besteed aan de gebieden die voor het leefmilieu bijzonder belangrijk zijn, zoals die aangewezen overeenkomstig de Richtlijnen 79/409/EG en 92/43/EG. (*punt 5° van artikel 42, al. 2 van het Wetboek.*)

Bijlage D.2. stelt een onvolledige inhoud van een bestaande rechtstoestand voor.

D.3. Beschrijving van de feitelijk bestaande situatie.

De elementen van de bestaande feitelijke toestand die in overweging genomen moeten worden zijn degene die de gevolgen dreigen te ondergaan van de wijzigingsfactoren van het leefmilieu zoals opgesomd in D.1. die als "kwetsbare leefmilieufactoren" bekend zijn (punt 4° van artikel 42, tweede lid, van het Wetboek) of die drukfactoren op de voorziene aanleg uitmaken. Ze moeten het voorwerp uitmaken van een cartografie.

Een bijzondere aandacht zal worden besteed aan de gebieden die voor het leefmilieu bijzonder belangrijk zijn, zoals die aangewezen overeenkomstig de Richtlijnen 79/409/EG en 92/43/EG. (*punt 5° van artikel 42, lid 2 van het Wetboek*)

Bijlage D.3. stelt een onvolledige inhoud van een bestaande rechtstoestand voor.

D.4. Voorstelling van de afbakenings- en uitvoeringsvarianten

Doel is vanuit de in D.2. en D.3. bepaalde kwetsbaarheden en drukfactoren over te gaan tot een eerste identificatie van afbakenings- of uitvoeringsvarianten van het voorontwerp en, in voorkomend geval, van de aan het einde van punt C overwogen liggingvarianten. De varianten hebben met name als doel de milieueffecten te beperken en de liggingsverplichtingen in aanmerking te nemen. Een gelijkwaardige denkoefening zal in punt D.6. uitgevoerd worden na beoordeling van de milieueffecten van de hier geïdentificeerde varianten.

De afbakeningsvarianten zijn wisseloplossingen voor de omtrek van het gebied.

De uitvoeringsvarianten omvatten de bijkomende voorschriften of de andere denkbare inrichtingsmaatregelen (zie bijlage A).

D.5. Beoordeling van de waarschijnlijke niet-verwaarloosbare effecten bij de verschillende stappen voor de uitvoering van de afbakenings- en uitvoeringsvarianten

(*Stemt overeen met de punten 8° en 9° van artikel 42, tweede lid, van het Wetboek.*)

Doel is de storende componenten van de in punt D.4. bepaalde varianten in verband te brengen met de in D.2. en D.3. bedoelde kwetsbaarheden van de omgeving om de waarschijnlijke niet-verwaarloosbare effecten (cumulatieve secundaire synergetische, korte-, middelange- en langetermijneffecten, permanente en tijdelijke zowel positieve als negatieve effecten) op het leefmilieu alsmede op de landbouw- en bosactiviteit duidelijk te maken.

Deze analyse moet in drie stadia gevoerd worden :

- de aanlegfase van de leiding en de verwante installaties;
- de werkingsfase;
- de meest in de toekomst gelegen saneringsfase van de site.

Met deze analyse moet worden vastgesteld of de in het voorontwerp (of het onderzochte potentiële tracé-alternatief en de varianten voor de afbakening of uitvoering ervan) van voorgestelde inrichting belangrijke effecten zou kunnen hebben op het leefmilieu van de aangrenzende Gewesten met het oog op de eventuele toepassing van de bepalingen van artikel 43, § 2, van het Wetboek, zoals gewijzigd bij het decreet van 3 februari 2005.

D.5.1. Identificatie van de voornaamste milieueffecten.

De te onderzoeken milieueffecten worden opgesomd in bijlage D.5.

Er zal een bijzondere aandacht besteed moeten worden aan de veiligheid van de personen.

D.5.2. Vergelijking van de varianten.

Opmaking van een synoptische tabel voor de vergelijking van de verschillende afbakenings- en uitvoeringsvarianten naar gelang van hun effecten op het milieu.

D.6. Onderzoek van de maatregelen die moeten worden genomen om de negatieve effecten van de afbakenings- en uitvoeringsvarianten te beperken

(*Stemt overeen met punt 10° van artikel 42, tweede lid, van het Wetboek.*)

D.6.1. Voorstelling van de te nemen maatregelen.

Doel is de maatregelen die moeten worden genomen om de negatieve effecten van de in D.4. bepaalde verschillende afbakenings- en uitvoeringsvarianten te beperken, te identificeren.

Het kan gaan om

- een aanpassing van aangrenzende zoneringsen;
- bijkomende voorschriften;
- andere inrichtingsmaatregelen.

D.6.2. Doeltreffendheid van de maatregelen en schatting van de (niet-reduceerbare) residuele effecten van elke variant.

D.6.3. Vergelijking van de verschillende varianten.

D.7. Waarschijnlijke evolutie van de leefmilieutoestand als het plan niet wordt uitgevoerd (nuloptie).

E. SYNTHESE VAN DE BEOORDELING.

(*Stemt gedeeltelijk overeen met punt 11° van artikel 42, tweede lid, van het Wetboek.*)

Opmaking van een vergelijkende tabel van voor- en nadelen van de toestand zonder uitvoering van het plan en de in punt D bepaalde verschillende afbakenings- en uitvoeringsvarianten voor het voorontwerp en de in punt C overwogen potentiële liggingvarianten.

Bespreking van deze tabel ten opzichte met name van de naleving van artikel 1, § 1 van het Wetboek (*punt 2° van artikel 42, tweede lid, van het Wetboek*) en van de inachtneming van de in punt A.2.1 (*punt 7, partim van artikel 42, tweede lid van het Wetboek*) bepaalde doelstellingen van de milieubescherming met inbegrip van de kritische analyse van de motiveringen van het voorontwerp.

Die synthese dient om te beslissen of het gepast is om het plan te wijzigen op grond van een vollediger wetenschappelijke analyse dan die waarop het voorontwerp van herziening gegrond was en, mocht dat het geval zijn, om te opteren voor een inrichting die verenigbaar is met artikel 1, § 1 van het Wetboek. Zij maakt een validering mogelijk van de motiveringen van het voorontwerp, aangeduid in punt A.1.3.

Met deze synthese moet worden vastgesteld of de in het voorontwerp van plan of de eventuele potentiële liggingsvarianten, met inbegrip van de varianten (inzake ligging/afbakening/uitvoering), voorgestelde inrichting belangrijke effecten zou kunnen hebben op het leefmilieu van de aangrenzende Gewesten met het oog op de eventuele toepassing van de bepalingen van artikel 43, § 2bis, van het Wetboek, zoals gewijzigd bij het decreet van 3 februari 2005.

F. IN HET VOORUITZICHT GESTELDE MAATREGELEN VOOR DE OPVOLGING VAN DE BELANGRIJKE MILIEUEFFECTEN VAN DE UITVOERING VAN HET WIJZIGINGSVOORONTWERP VAN GEWESTPLAN

(Punt 13° van artikel 42, tweede lid).

Doel is om in een voregtijdig stadium de onvoorziene negatieve effecten duidelijk te maken om in staat te zijn de geschikte correctiemaatregelen in te voeren.

Zaak is, de lijst op te maken van de niet-verwaarloosbare effecten, opvolgingsindicatoren voor die effecten voor te stellen, berekeningswijze ervan, de gebruikte gegevens en hun bron, evenals hun grenswaarden.

G. AANVULLINGEN.

G.1. Omschrijving van de ontstane problemen.

(Punt 12° van artikel 42, tweede lid).

Doel is de gerezen problemen aan te duiden, die met name tijdens de verzameling van gegevens en de methodes voor de schatting van de behoeften ondervonden zijn.

G.2. Grenzen van het onderzoek.

Het betreft de punten van het onderzoek die in de milieueffectbeoordelingen diepgaand onderzocht zouden moeten worden, die op de concrete projecten uitgevoerd zullen worden.

H. Niet-technisch samenvatting (maximum 30 bladzijden + illustraties).

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 15 januari 2007 waarbij beslist wordt een effectenonderzoek te laten doorvoeren met betrekking tot het voorontwerp van herziening van de gewestplannen Luik en Hoi-Borgworm met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied voor de plaatsing van een transportband, de aanleg van een ontginningsgebied, een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen, w.o. één voorzien van het merk in overdruk "CTI" en groengebieden, een bosgebied en een landbouwgebied op het grondgebied van de gemeenten Flémalle, Engis, Amay en Saint-Georges-sur-Meuse.

Namen, 15 maart 2007.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

Bijlage A

Bijkomende voorschriften en andere inrichtingsmaatregelen.

De in artikel 23, tweede lid, 2° van het Wetboek bedoelde bijkomende voorschriften worden bepaald in artikel 41 en kunnen met name betrekking hebben op :

- 1° de bepaling van de bestemming van de gebieden;
- 2° de fasering van hun bezetting;
- 3° de omkeerbaarheid van de bestemmingen;
- 4° de dichtheid van de gebouwen of woningen;
- 5° de verplichting om een gemeentelijk plan van aanleg voorafgaand aan hun uitvoering uit te werken;
- 6° de verplichting om een voorafgaand gemeentelijk stedenbouwkundig reglement op te maken of nog op elk andere type voorschrift inzake stedenbouw of planologie.

De in artikel 23, tweede lid, 2° van het Wetboek bedoelde andere inrichtingsmaatregelen omvatten met name :

- de in of buiten de site geplande uitrustingen (infrastructuren voor vervoer, water-, gas-, elektriciteitsaanvoer, riolering/zuivering);
- de voorzieningen voor het milieubeheer en voor de vermindering van de effecten (zuiveringsstation, vergaarkom);
- de maatregelen voor landschapsintegratie.

Bijlage D.1.

Storende componenten van de omgeving.

Storende componenten gebonden aan de mobilisatie of de consumptie van natuurlijke hulpbronnen :

- Immobilisatie van de grond en ondergrond (winning uit de grond en de ondergrond ten opzichte van andere bestaande en potentiële menselijke activiteiten);
- Waterconsumptie.

Storende componenten gebonden aan de lozingen en emissies van de activiteiten :

- Geluidshinder.
- Vaste, vloeibare en gasachtige lozingen, afvalstoffen.

Storende componenten of risico's gebonden aan de opslag van producten :

- Grondstoffen, processtoffen, producten, bijproducten, afvalstoffen,...

Storende componenten gebonden aan de mobilisatie van de infrastructuren en openbare uitrustingen binnen en buiten de site :

- Mobilisatie van de wegen - verkeer.
- Mobilisatie van de parkeerplaatsen.
- Mobilisatie van de aanvoeruitrustingen (rechtverkrijgenden : water, elektriciteit, pijpleidingen,...).
- Mobilisatie van de infrastructuren voor opvang en zuivering van afvalwater.

Bijlage D.2.

Bestaande rechtstoestand.

De volgende elementen moeten overwogen worden :

- De omtrekken en de reglementaire inrichtingsgebieden :
gedecentraliseerde gemeenten en/of gemeenten die een gemeentelijk stedenbouwkundig reglement hebben goedgekeurd, omtrekken van gemeentelijke plannen van aanleg, gemeentelijk rioleringsplan, omtrekken vastgesteld in toepassing van het algemeen reglement op de bouwwerken in landelijk gebied,...;
- De territoriale elementen onderworpen aan een bijzondere regelgeving :
juridisch statuut van het wegennet en van de verbindingswegen; juridisch statuut van de bossen en wouden, autonoom net voor traag verkeer...
- De vergunningsomtrekken met beperking van het burgerlijk recht : omtrekken van de bestaande verkavelingen, omtrekken waarvoor het rampfonds is tegemoetgekomen, onroerende goederen onderworpen aan het recht van voorkoop, onroerende goederen onderworpen aan de onteigening ten algemenen nutte...
- De omtrekken gebonden aan de beleidsvormen inzake operationele inrichting :
ruilverkavelingsomtrekken, stadsheroplevingsomtrekken, stadsvernieuwingsomtrekken, bevoorrechte initiatiefgebieden...
- De patrimoniale omtrekken en sites :
beschermde monumenten en sites met inbegrip van de archeologische opgravingen, monumentaal erfgoed van België, lijst van de bomen en bijzondere hagen...
- de omtrekken van de ecologische drukfactoren;
- De landschappelijk waardevolle omtrekken :
afbakening van de landschappelijk waardevolle omtrekken zoals opgenomen in het gewestplan.

Bijlage D.3.

Bestaande feitelijke situatie.

Biofysisch milieu :

- Lucht en klimaat (waarvan windrichting).
- Oppervlakte- en grondwater.
- Grond en ondergrond (waarvan het reliëf en de identificatie van afzettingen met een te beschermen hoge economische of patrimoniale waarde).
- Biotopen.
- Risico's op natuurrampen en geotechnische drukfactoren waaraan de studieomtrek onderworpen is :
- overstromingen;
- karstnatuurfenomenen;
- mijnrisico;
- instorting;
- grondverschuiving;
- aardbevingsrisico.
- Landschappelijk waardevolle omtrekken (naargelang van de krachtlijnen van het landschap en de aanwezigheid van uitzonderlijke uitzichten)

Menselijk milieu :

- Geluids- en geuromgeving;
- Ligging van de woongebieden, stedenbouwkundige structuur en architecturale vorm van het bebouwd gedeelte en van de openbare ruimten;
- culturele en natuurlijke erfgoederen;
- Landschap en visuele omgeving;
- Infrastructuren en uitrustingen;
- Het verkeer van de langzame vervoermiddelen;
- Aanwezigheid van onroerende goederen of van een beschermde site;
- Net van openbare vervoersmiddelen en frequenties - bereikbaarheidskaarten.

De menselijke activiteiten :

- Aard en eigenschappen van de huidige en potentiële activiteiten (in het kader van het huidige gewestplan);
- Gevoelige sociaal-culturele uitrustingen;
- Andere menselijke bezigheden gevoelig voor de storende activiteiten;
- Landbouwactiviteiten;
- Andere economische activiteiten.

Bijlage D.5.

Milieueffecten.

Effecten op lucht en klimaat :

- Eventuele verstoring van het microklimaat door hoge gebouwen (schaduw, turbulentie aan de voet van hoogbouw...);
- Eventuele deelneming aan de mistvorming door de emissie van stoffen in de lucht onder gunstige spreidingsvoorwaarden.

Effecten op het oppervlakte- en grondwater :

- Wijziging van het hydrogeologische stelsel van de waterhoudende en hydrologische lagen van de waterlopen gebonden aan de impregnatie van de gronden door de gebouwen en inrichtingen in de bodem (wegen en parkeerplaatsen);
- Wijziging van de chemische en microbiologische kwaliteit en van de troebelheid van de waterlopen gebonden aan de lozingen van regen- en gezuiverd water;
- Wijziging van het stelsel van de waterlopen gebonden aan de lozingen van regen- en gezuiverd water;
- Gevaar voor toevallige verontreiniging gebonden met name aan de opslag van producten of afvalstoffen;
- Mogelijk gebruik van plaatselijke watervoorraden door het putten;
- Karststelsel en instortingen door de bronbemaling van de lagen.

Effecten op de grond en ondergrond :

- Onomkeerbare immobilisatie van de grond en ondergrond gebonden aan de ligging van de gebouwen en aan inrichtingen van de bodem door de wegen en parkeerplaatsen.
- Gevaar voor toevallige verontreiniging gebonden met name aan de opslag van producten of afvalstoffen.
- Kaarst- en/of mijninstortingen met hoge risico's.

Effecten op de fauna en de flora :

- Verwoesting en/of opdeling van de biotopen gebonden aan de ligging van de gebouwen, aan de inrichtingen van de bodem en aan de wijziging van het bodemreliëf;
- Verslechtering van de ecotopen door gasachtige, vloeibare of vaste verontreinigende stoffen;
- Verstoring van de fauna gebonden aan de activiteiten (geluid, bewegingen,...);
- Effect op de gebieden die voor het leefmilieu bijzonder belangrijk zijn, zoals die aangewezen overeenkomstig de Richtlijnen 79/409/EG (behoud van de vogelstand) en 92/43/EG (instandhouding van de natuurlijke habitats en de wilde flora en fauna = Natura 2000-netwerk).

Effecten op de menselijke gezondheid en veiligheid :

- Verslechtering van de gezondheid wegens geluidshinder door verkeerstoename;
- Verslechtering van de gezondheid gebonden aan de emissie van atmosferische verontreinigende stoffen;
- Inbreuk op de veiligheid gebonden aan de toename van het verkeer van motorfietsen, wagens, vrachtwagens op het wegennet;
- Trillingen te wijten aan de processen van de ondernemingen (zeven, stamp- en breekmachines...).

Effecten op aangenaam leefklimaat :

- Verslechtering van de geuromgeving door de emissie van gasachtige verontreinigende stoffen en zelfs afvalstoffen;
- Verslechtering van de geluidsomgeving door de luidruchtige activiteiten en de toename van het verkeer;
- Verslechtering van de visuele kwaliteit gebonden aan de volumetrie of aan de architecturale en stedenbouwkundige samenstelling van de toekomstige gebouwen alsmede aan de vermoedelijke wijzigingen van het bodemreliëf om ze te bouwen.

Effecten op de materiële en patrimoniale goederen :

- Beschadiging van de patrimoniale onroerende goederen door de atmosferische emissies van enkele verontreinigende industrieën;
- Schade aan eventuele archeologische plaatsen.

Effecten op mobiliteit, verkeersnetten en infrastructures :

- Scheiding van het verkeer per vervoersmiddel.
- Ongeschikte mobilisatie van de verkeersinfrastructures verantwoordelijk voor de gevolgen op de vlotte doorstroming van het verkeer.
- Verstoring door een ongeschikte last op het netwerk voor bruikbaarheid en zuivering van water.
- Overbelasting van de elektriciteits-, gas- en communicatienetten.

Effecten op de activiteiten :

- Effect op de primaire activiteiten (landbouw, bosbouw) die aanwezig zijn op de site van het voorontwerp gebonden aan de mobilisatie van de grond en ondergrond.
- Effect op enkele gebruiken van de bodem en voortdurende of toevallige gevoelige activiteiten (woonplaatsen, toerisme...) gebonden aan eventuele geluids- of reukshinder. »